



Des agriculteurs scandent des slogans anti-gouvernementaux sur une autoroute bloquée lors d'une manifestation contre les nouvelles lois agricoles en décembre 2020 à Delhi, en Inde. Photo par Yawar Nazir/Getty Images

RAPPORT 2021 SUR L'ÉTAT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

RENDICATIONS DE JUSTICE ÉCONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE

JUSTICE ÉCONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE : LA PROTESTATION AU COURS D'UNE ANNÉE DE PANDÉMIE

Au cours d'une année marquée par la pandémie, les protestations se sont poursuivies par tous les moyens et chaque fois que cela était possible, car le caractère urgent des enjeux les rendait nécessaires. Bon nombre des protestations de l'année ont eu lieu en réponse à l'impact des mesures d'urgence sur la capacité des populations à satisfaire leurs besoins essentiels. Partout dans le monde, les nombreuses personnes confrontées à la précarité et à la pauvreté en raison des conséquences de la pandémie sur l'activité économique ont exigé un meilleur soutien de la part de leurs gouvernements. Souvent, la pandémie constituait le contexte, mais n'était pas la seule à l'origine des protestations. Pour certains, la récession économique a conduit à prendre conscience de l'existence de structures économiques profondément défectueuses, ainsi que des déséquilibres de pouvoir, et des inégalités qui s'en suivent. Les populations ont contesté les plans de relance de l'économie qui risquaient d'avoir un impact plus négatif sur ceux qui disposaient déjà de peu de ressources, sans pour autant remettre en cause la richesse des élites.

Les retombées néfastes du modèle économique actuel ont été combattues partout où des projets de développement économique dévastateurs pour l'environnement ont été mis en échec et où des personnes ont insisté pour que l'action en faveur du climat passe avant les affaires courantes. En raison de la pandémie et des

restrictions imposées par les mesures d'urgence, 2020 n'a pas été témoin des mêmes grandes mobilisations climatiques⁷ qui avaient marqué 2019 et avaient placé l'action pour le climat en tête des préoccupations politiques. Mais les citoyens ont maintenu l'élan en protestant chaque fois qu'ils le pouvaient, en faisant appel à leur imagination et en proposant un éventail d'actions créatives, notamment des protestations à distance, individuelles et en ligne. Le soutien de l'État aux industries polluantes pendant la pandémie, et les plans de relance post-pandémie apparemment axés sur une croissance économique basée sur le carbone, ont également incité les citoyens à agir de manière urgente.

Les protestations se sont toutes accompagnées d'un retour de bâton. Les tactiques de répression étaient, comme on pouvait s'y attendre, familières et semblables : violence des forces de sécurité contre les manifestants, arrestations, détentions et criminalisation, diffamation politique des participants et tentatives de répression de l'expression en ligne et hors ligne. Dans de nombreux pays, les défenseurs de l'environnement local, les défenseurs des droits fonciers et des droits des peuples indigènes, les militants de la base qui proposent des alternatives à l'ultra-capitalisme et à la dégradation du climat ont été victimes de violences physiques, et leur vie a été menacée. À l'instar de l'autre grande vague de mobilisation de l'année, qui a rassemblé des personnes du monde entier pour exiger la fin du racisme systémique (voir le chapitre de ce rapport consacré à la lutte mondiale pour la justice raciale), les citoyens ont continué à agir, en dépit des dangers, par nécessité. Ils savaient que les autres options - la dégradation de l'environnement, la catastrophe climatique, le développement économique incontrôlé, la spirale des inégalités économiques - ne constituaient en aucun cas des solutions.



Des agriculteurs écoutent un intervenant sur une autoroute bloquée lors d'une manifestation contre les nouvelles lois, le 17 décembre 2020 à Delhi, en Inde. Photo par Yawar Nazir/Getty Images

L'ACTION POUR LA JUSTICE ÉCONOMIQUE

La pandémie a précipité de nombreuses personnes dans la pauvreté et la précarité, et les décisions économiques prises par les États et les institutions financières internationales ont eu une incidence considérable. La **faim** et la perte de revenus sont devenues des préoccupations fondamentales qui ont poussé de nombreuses personnes à descendre dans la rue. Outre les impacts économiques immédiats, elles craignent que leurs gouvernements utilisent la pandémie comme prétexte pour introduire des politiques économiques susceptibles de renforcer leur pauvreté ou leur précarité. Des manifestations de masse étaient organisées dès lors que des politiques menaçaient de réduire ou de privatiser les services publics, d'augmenter le coût des biens essentiels, de durcir le régime fiscal de ceux qui luttent pour leur subsistance, ou de remettre en cause les droits du travail durement acquis.

Souvent, le calendrier de mise en œuvre de ces nouvelles politiques a exacerbé la colère. Dans un contexte de pandémie causant la misère économique de nombreuses personnes, mais au sein duquel il était également évident que les plus riches **accumulaient** davantage de richesses, les solutions proposées semblaient inadéquates. Elles comprenaient en effet certaines mesures, comme des réductions et des suppressions de droits, affectant les plus pauvres, plutôt que des solutions radicales modifiant l'équilibre du pouvoir économique. La question qui se posait était de savoir pourquoi la réponse à une situation sans précédent se composait du même ensemble de mesures économiques néolibérales toujours utilisées par les États et les institutions financières internationales. On se demandait également pourquoi les institutions financières internationales semblaient imposer ces politiques aux pays du Sud alors même que les États du Nord augmentaient massivement leurs dépenses publiques et leur endettement en réponse à la pandémie. Les citoyens se sont mobilisés pour défendre les services publics, tels que les soins de santé, l'éducation et les filets de sécurité sociale, dont ils avaient le plus grand besoin pendant la pandémie. Ils ont exigé des mesures beaucoup plus sévères contre la corruption, dont ils ont découvert de nouvelles preuves à l'occasion de certaines des décisions prises en réponse à la pandémie. En effet, les histoires abondent de politiciens et de fonctionnaires – notamment au Paraguay et au Zimbabwe – ayant considéré la crise comme une occasion de détourner le financement des soins de santé à leur profit, et de récompenser leurs associés par des contrats lucratifs.

Les protestations, dont les détails sont présentés ci-dessous, ont apporté quelques succès significatifs. Certains gouvernements, dont le Costa Rica et le Guatemala, ont rapidement annulé les mesures d'austérité qu'ils avaient convenus avec les institutions financières internationales. Même certains gouvernements intransigeants, comme l'Inde, se sont présentés à la table des négociations. Mais le pouvoir que les citoyens ont mobilisé et manifesté s'est souvent heurté à une force excessive de la part de l'État, car les protestations remettaient en question les intérêts économiques bien établis et les relations de pouvoir existantes. Parfois, la force de l'État a été mortelle, comme cela a été le cas en Irak. Les manifestations contre la violence de l'État ont conduit les populations à formuler d'autres demandes, en matière de justice, de responsabilité et de réparation, ainsi que le changement politique nécessaire pour y parvenir.



Manifestation contre une nouvelle loi économique dans la capitale indonésienne, Jakarta, le 8 octobre 2020. Photo par Ed Wray/Getty Images

INDE : LES AGRICULTEURS FONT ENTENDRE LEUR VOIX

Ces dernières années, l'Inde a été le théâtre à la fois de manifestations de masse et d'une forte répression de la part de l'État. En 2019, l'accent a été mis sur les **luttés** des citoyens contre les nouvelles lois discriminatoires sur la citoyenneté qui prenaient pour cible l'importante minorité musulmane de l'Inde, et concernant la répression à l'encontre de la région autrefois semi-autonome de Jammu-et-Cachemire. En 2020, ces luttes, et les réactions de l'État à leur égard, se sont poursuivies. Le gouvernement nationaliste hindou du Premier ministre Narendra Modi et de son parti, Bharatiya Janata Party (BJP), était accusé de prendre des décisions autoritaires en inadéquation avec la réalité quotidienne de nombreuses personnes.

Le déclencheur des derniers événements de protestation de masse a été l'introduction de trois nouvelles lois sur l'agriculture. Ces lois, adoptées en septembre après un **examen parlementaire limité** et une absence de consultation des agriculteurs, ont supprimé de nombreuses réglementations sur la vente des produits des agriculteurs. Elles ont modifié les marchés très réglementés qui, depuis des décennies, garantissent aux agriculteurs un débouché pour leurs produits, sous la forme de marchés de gros mandatés par l'État, et à des prix déterminés. Le gouvernement a présenté ces changements comme une opportunité pour les agriculteurs d'augmenter leur rentabilité en négociant des prix plus élevés, en vendant sur un plus grand nombre de marchés et en supprimant les intermédiaires. Pour de nombreux agriculteurs, cependant, ces nouvelles lois représentaient une menace directe quant à leur mode de vie.

La « révolution verte » de l'Inde, introduite à la fin des années 1960 et dont le principal moteur a été l'État septentrional du Pendjab, a consisté en l'introduction de cultures à haut rendement, l'utilisation intensive et subventionnée de l'irrigation, des engrais et des pesticides, la formation des agriculteurs par l'État et l'achat garanti à des prix minimums sur les marchés de gros. Son objectif était de rendre l'Inde plus autonome en matière de production alimentaire, mais elle a également contribué, selon certains, à **prévenir** les demandes potentielles de changements plus radicaux. Les politiques de la « révolution verte » ont permis à une catégorie de petits agriculteurs de subvenir à leurs besoins. Plus de **40 %** de la population indienne travaille dans l'agriculture et environ 86 % des terres agricoles de l'Inde sont cultivées par des petits agriculteurs. Ces derniers ont toutefois été confrontés

à des défis considérables au cours des dernières décennies, notamment un endettement croissant, les conséquences des vagues de chaleur et des sécheresses et la dégradation des sols causée par les méthodes d'agriculture intensive. À partir des années 1990, les taux de suicide ont grimpé en flèche parmi les agriculteurs, atteignant **près de 300 000** depuis 1995.

La crise climatique et la façon dont les pratiques intensives ont dépouillé les sols de leurs éléments nutritifs suggèrent la nécessité d'une réforme. Cependant, les changements proposés ne répondent pas à cette nécessité. Il semble qu'aucune tentative n'ait été entreprise pour écouter les agriculteurs, comprendre leurs préoccupations et collaborer avec eux avant d'annoncer les changements. Au contraire, il s'agissait d'une approche descendante reflétant le style de gouvernance autoritaire d'un gouvernement persuadé de toujours détenir la meilleure solution. Les lois ont même **supprimé** la possibilité de recourir à la justice en cas de litige.

Pour de nombreux petits agriculteurs, les changements apportés par le gouvernement menaçaient de fragiliser davantage leurs moyens de subsistance déjà précaires. En cette période de pandémie, alors que tant de gens luttent et s'inquiètent, ils se sont interrogés sur la raison pour laquelle le gouvernement avait jugé bon de procéder à des changements aussi radicaux, et à une telle vitesse. Ils ont vu dans les nouvelles lois un transfert irréversible de pouvoir des petits et moyens agriculteurs vers les grandes entreprises. Avec des réglementations moins rigoureuses, les grandes entreprises disposeraient du pouvoir de réclamer des prix réduits de manière significative, de demander des remises plus importantes et de constituer des stocks, ne laissant aux petits agriculteurs qu'un faible pouvoir de négociation. Les agriculteurs protestataires ont donc considéré que ces changements servaient les intérêts des riches propriétaires d'entreprises, y compris les proches du régime de Modi ; la colère s'est concentrée sur le groupe Adani et sur Reliance, deux grandes sociétés dirigées par des **magnats** entretenant des liens étroits avec le Premier ministre. Dans le cadre de leur protestation, de nombreux agriculteurs ont **changé** de fournisseur de téléphonie mobile, passant d'une société appartenant à Reliance à d'autres entreprises.

Après avoir organisé pendant deux mois des manifestations au niveau local sans être écoutés, les agriculteurs ont décidé de faire part de leurs préoccupations directement à New Delhi, la capitale de l'Inde. Fin novembre, des dizaines de milliers d'agriculteurs du Pendjab et d'autres États du Nord ont défilé vers Delhi, dans ce

qui est devenu la **plus grande mobilisation des agriculteurs** 7 de l'Inde moderne, s'attirant en chemin la sympathie, la solidarité et le soutien de nombreuses personnes, y compris en dehors du monde agricole. Lorsqu'ils ont atteint les limites extérieures de la capitale, ils ont été arrêtés par les forces de sécurité qui ont fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau.

Alors que les agriculteurs attendaient à l'extérieur de Delhi et bloquaient les routes avec leurs tracteurs en signe de protestation, une grève de solidarité s'est mobilisée. La grève, qui s'est déroulée le 26 novembre, a réuni plus de 250 millions de travailleurs de divers secteurs, notamment la banque, les télécommunications, les transports et la production de pétrole et de gaz, qui ont ainsi exprimé leur



Des agriculteurs à l'intérieur d'une remorque de tracteur au niveau d'un barrage routier sur la frontière entre Delhi et Haryana à Singhu, Delhi, Inde, le 3 décembre 2020. Photo par Prashanth Vishwanathan/Bloomberg via Getty Images

soutien aux agriculteurs. Il s'agirait de la plus grande grève coordonnée au monde, plusieurs syndicats d'agriculteurs ayant œuvré conjointement pour coordonner l'action. Après la grève, les manifestants ont été autorisés à franchir les limites de la ville et ont **occupé** un site de protestation dans la banlieue de Delhi.

Les agriculteurs ont formulé des demandes claires en rapport avec leur cause, notamment la convocation d'une session parlementaire spéciale pour abroger les trois lois agricoles, et le maintien du système de vente des produits agricoles et du prix minimum. En outre, d'autres questions relatives aux préoccupations quotidiennes ont été formulées, notamment les prix du carburant et de l'électricité, les salaires minimums et la perte des droits des travailleurs ; ce qui témoigne des liens de solidarité plus larges établis par le mouvement. Dans ce pays dont le gouvernement réprime la dissidence, les manifestations des agriculteurs sont devenues un espace vital au sein duquel les personnes partageant un sentiment d'insatisfaction, de marginalisation, et de manque de considération, pouvaient se rassembler et faire cause commune.

Des questions plus politiques ont également été soulevées, notamment des demandes de libération d'activistes et de défenseurs des droits humains détenus, et de limitation des pouvoirs du gouvernement central sur les États indiens. Les personnes protestant contre la loi sur la citoyenneté ont défilé en solidarité avec les agriculteurs. Ce mouvement représente sans doute le plus grand défi lancé au Premier ministre Modi et à son mode de gouvernance depuis qu'il a pris le pouvoir en 2014. Il est à noter que les femmes agricultrices étaient pour la première fois visiblement au premier plan de ces protestations, dans un environnement pourtant toxique pour les activistes des droits des femmes. Elles se levaient contre la précarité du statut des personnes qui exploitent la terre sans en être propriétaires. Elles ont participé aux camps de protestation, et pas seulement dans des rôles secondaires. Lorsqu'en janvier 2021, le président de la Cour suprême de l'Inde a **demandé** aux femmes de quitter les camps de protestation et de rentrer chez elles, celles-ci ont refusé catégoriquement en affirmant leur droit d'être présentes et de faire partie de la lutte (voir également le chapitre de ce rapport consacré à la lutte contre l'exclusion).

Le gouvernement a semblé surpris par l'ampleur de la mobilisation et la sympathie qu'elle a suscitée. Il avait réussi à surmonter et à minimiser les précédentes vagues de protestation concernant sa discrimination à l'égard des musulmans et ses

attaques contre les libertés au Jammu-et-Cachemire. Mais ce cas était différent, car il bénéficiait de la sympathie de nombreux Indiens pour les agriculteurs, du rôle que l'agriculture joue encore dans l'identité nationale et des liens familiaux que beaucoup de gens entretiennent avec les agriculteurs. Il s'agissait d'une nouvelle menace pour le gouvernement, car bon nombre des agriculteurs qui manifestaient ne s'étaient jusque-là jamais opposés au gouvernement : beaucoup avaient même probablement soutenu le BJP. Dans un premier temps, Modi a rejeté les préoccupations des agriculteurs en les qualifiant de déplacées et en les attribuant aux partis d'opposition qui diffusent de fausses informations. Mais comme la pression des protestations se poursuivait, il a été contraint de négocier. Des pourparlers ont été engagés, ce qui n'aurait pas été le cas sans les protestations. Le gouvernement a proposé des compromis sur les garanties de prix minimum, mais cela n'a pas été suffisant pour les agriculteurs, qui ont continué à demander l'abrogation des lois. Les négociations se sont donc poursuivies en décembre, de même que les protestations.

Le **8 décembre**, lors d'une autre journée d'action, les gens ont arrêté les transports publics, bloqué les routes et fermé leurs magasins. Comme la prise de conscience concernant les protestations des agriculteurs s'est répandue, des manifestations de solidarité ont eu lieu dans d'autres pays. Aux États-Unis, le mouvement Jakara, une organisation sikh du Pendjab, a organisé des manifestations dans la ville d'Oakland et devant le consulat indien de San Francisco. Dans plusieurs villes du **Canada**, des manifestations de solidarité ont été organisées. Des milliers de personnes ont manifesté devant le haut-commissariat indien à **Londres**, au Royaume-Uni. Dans d'autres cas, la répression préventive a entravé les manifestations de solidarité ; à **Singapour**, la police a enquêté sur certaines personnes en raison de publications sur les médias sociaux les montrant réunies en soutien aux agriculteurs, et a prévenu que les manifestations pour des causes politiques concernant d'autres pays ne seraient pas autorisées.

La répression s'est poursuivie en Inde également. **Bilkis Dadi**, l'un des leaders des manifestations contre la loi sur la citoyenneté, a tenté de défilé en solidarité avec les agriculteurs, mais il a été empêché de rejoindre les manifestants, arrêté et renvoyé chez lui. Plusieurs dirigeants syndicaux et leaders de l'opposition ont été empêchés de se joindre aux manifestations. Arvind Kejriwal, Premier ministre de Delhi, qui s'est opposé à la nouvelle loi et aux mesures sévères prises contre les manifestants, a été assigné à résidence dans le but de lui interdire de se joindre aux manifestations.

UNE AUTRE ANNÉE DE RÉPRESSION EN INDE

Les tentatives du gouvernement indien de restreindre la dissidence des agriculteurs protestataires sont allées de pair avec ses efforts continus tout au long de l'année pour réprimer les opposants aux modifications de la loi sur la citoyenneté, et les défenseurs des droits au Jammu-et-Cachemire. En février, des dizaines de personnes ont été tuées lors d'émeutes à caractère religieux à Delhi. En réaction aux manifestations contre la loi sur la citoyenneté, des groupes hindous ont attaqué des groupes musulmans, **encouragés** ¹ par les discours de haine des politiciens nationalistes hindous du parti au pouvoir, et avec **l'aide active** ¹ de la police.

En mai, deux personnes membres d'un collectif de défense des droits des femmes ont été **arrêtées et placées en détention** ¹ après avoir pris part à une manifestation contre la loi sur la citoyenneté. En août, à l'occasion du premier anniversaire de la révocation par le gouvernement du statut spécial du Jammu-et-Cachemire, les **forces de sécurité** ¹ ont à nouveau fait preuve de violence à l'encontre des manifestants dans la région, qui a en outre connu une longue coupure d'Internet. En octobre, neuf **perquisitions simultanées** ¹ ont été menées dans les bureaux d'organisations de la société civile (OSC) et de médias, ainsi qu'au domicile de défenseurs des droits humains, dans le Jammu-et-Cachemire, pour tenter de mettre un terme au contrôle et au plaidoyer de la part de la société civile. Entre-temps, en septembre, le gouvernement avait encore renforcé sa loi déjà restrictive sur la capacité des OSC à accéder aux financements étrangers, rendant encore plus difficile pour les OSC de recevoir et de transférer des fonds. Les nouvelles restrictions étaient telles qu'en septembre, Amnesty International a annoncé qu'elle **suspendait** ¹ ses activités en Inde après le gel de son compte bancaire par le gouvernement, comme l'explique **Mrinal Sharma** ¹, qui travaillait pour Amnesty International Inde jusqu'à l'arrêt de ses activités :¹

Amnesty International Inde a été contrainte de cesser ses activités à la suite de la publication de deux notes d'information critiques qui soulignaient la situation des droits humains au Cachemire et mettaient en lumière le rôle de la police de Delhi dans les émeutes qui ont eu lieu dans le nord-est de la ville en février 2020. Peu après la publication de ces notes, tous ses comptes bancaires ont été gelés. Le gouvernement n'a fourni aucun avertissement ou avis préalable, et n'a donné aucun motif pour le gel des comptes bancaires. Privée des fonds qu'elle avait collectés localement grâce aux contributions de citoyens indiens, Amnesty International Inde a été contrainte de suspendre toutes ses activités et de licencier tout son personnel.

Pour Amnesty International Inde, le harcèlement et l'intimidation en raison de son travail en faveur des droits humains n'est pas nouveau. Depuis 2016, elle fait face à une campagne de dénigrement incessante de la part du gouvernement et des médias pro-gouvernementaux. En 2018, elle a subi une perquisition de dix heures de la part de l'Enforcement Directorate (Direction de l'application des lois), à la suite de laquelle elle a été contrainte de licencier plusieurs de ses employés, ce qui a eu des répercussions négatives sur son travail en Inde, et en particulier auprès des communautés exclues. Bien que les tribunaux aient accordé une aide provisoire à l'organisation, un procès médiatique malveillant et des capacités réduites ont rendu difficile son bon fonctionnement. Il est important de noter qu'à ce jour, aucune accusation formelle n'a été déposée contre l'organisation. Un an plus tard, en novembre 2019, sur fond de rumeurs d'arrestation imminente de ses hauts responsables, les bureaux d'Amnesty International Inde et la résidence de l'un de ses directeurs ont de nouveau été perquisitionnés, cette fois par le Central Bureau of Investigation, le principal organisme d'investigation du pays, dépendant du gouvernement central. L'organisation a cependant continué à travailler, défiant toutes les attaques malveillantes lancées à son encontre et à l'encontre de ses employés.

Mais cette fois, les attaques ont été plus féroces. L'impact immédiat de la fermeture a été subi par les employés d'Amnesty International Inde - chercheurs, activistes, responsables de la collecte de fonds - qui ont perdu leur emploi du jour au lendemain sans compensation, dans le contexte d'une récession économique exacerbée par la pandémie. Les vastes projets de recherche et les campagnes qu'Amnesty International Inde menait ont tous été interrompus. Il faut faire comprendre au gouvernement indien que, sous prétexte de faire rendre des comptes à une prétendue « entité étrangère », il n'a fait que priver nombre de ses propres citoyens de leurs moyens de subsistance. Plus important encore, il y a maintenant une voix de moins pour tenir le gouvernement indien responsable de ses excès et de son inaction.

L'année a également été marquée par de **nombreuses arrestations** ¹ de journalistes ayant critiqué la réponse du gouvernement à la pandémie, tandis que des activistes des droits des agriculteurs ont été **arrêtés** ¹ pour avoir dénoncé la corruption dans la distribution des denrées alimentaires d'urgence.

¹ Tous les entretiens cités dans ce rapport sont des extraits édités. Les versions complètes des entretiens sont disponibles ici. ¹

Pour les agriculteurs, les frustrations ont atteint leur paroxysme le 26 janvier, **Jour de la République** en Inde, lorsque des agriculteurs, dont beaucoup se déplaçaient en tracteur ou à cheval, **ont franchi** les barricades de la police. Ils ont manifesté au cœur de la ville, près de l'endroit où se déroulait le défilé de la fête de la République, en forçant l'entrée de l'emblématique Fort Rouge de Delhi. De violents affrontements ont éclaté entre les manifestants et les agents de police, qui ont fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau, et ont frappé les manifestants avec des matraques. Un manifestant est mort, plusieurs policiers ont été blessés et de nombreux manifestants ont été arrêtés. Les organisateurs des manifestations ont insisté sur le fait que les auteurs des violences ne représentaient qu'une petite minorité de personnes. Ces événements, durant lesquels les manifestants ont mis en échec les tentatives du gouvernement de profiter du Jour de la République afin de se montrer comme une démocratie moderne et une superpuissance économique, ont fait la une des journaux du monde entier. Ils ont révélé à la fois le caractère alarmant de la situation dans laquelle se trouvent les manifestants et l'intransigeance du gouvernement. Les **images** des violences commises ont fait le tour du monde, montrant des policiers en tenue anti-émeute frappant à coups de matraque des agriculteurs sans défense, dont beaucoup étaient d'un âge avancé.



Des agriculteurs se rassemblent au Fort Rouge à New Delhi le 26 janvier 2021, hissant des drapeaux depuis les remparts, à l'endroit où le Premier ministre indien hisse le drapeau national le jour de l'indépendance. Photo par Pallava Bagla/Corbis via Getty Images

Le gouvernement a rapidement réagi à cette humiliation. De lourdes **accusations** de sédition et de terrorisme ont été formulées contre des manifestants, des activistes et des journalistes. De nombreux manifestants ont été portés **disparus** quelques jours après les événements du Jour de la République. En février, un ensemble de **perquisitions** simultanées a été mené dans les locaux du portail d'information NewsClick, qui avait largement couvert les manifestations des agriculteurs. Un autre tollé international a été déclenché en février, lorsque la police a **arrêté** la jeune activiste pour le climat Disha Ravi, l'une des dirigeantes du mouvement Fridays for Future indien, car elle avait partagé une boîte à outils de protestation en ligne. Elle a été accusée de sédition et **libérée sous caution** après avoir passé dix jours en détention. Le message semble clair : même les détracteurs du gouvernement **les plus reconnus** ne sont pas en sécurité.

Le gouvernement a ordonné aux manifestants de quitter le camp de protestation qu'ils occupaient depuis décembre, a coupé l'approvisionnement en eau et en électricité et a envoyé des centaines de policiers en tenue anti-émeute pour tenter de faire évacuer le camp. Mais les événements du Jour de la République avaient également servi à recruter davantage de manifestants, et de nombreux autres agriculteurs étaient en chemin. La police anti-émeute a fait marche arrière, bien que les camps de protestation aient continué à faire l'objet de menaces de la part de groupes nationalistes hindous. Les autorités **ont bloqué** l'accès à Internet dans de nombreuses zones du périmètre nord de Delhi où des groupes d'agriculteurs s'étaient rassemblés, et ont érigé des **barrières** fortifiées autour des camps de protestation, conférant à la ville l'aspect d'une zone de guerre.

Les protestations ont continué d'attirer l'attention de la communauté internationale, des personnalités comme Rihanna et Greta Thunberg ayant tweeté leur soutien, **provoquant** une réaction nationaliste et des accusations de sensationnalisme de la part du gouvernement. Les **célébrités** soutenant le parti au pouvoir, qui ne s'étaient pas prononcées sur les protestations des agriculteurs, ont été dûment **mobilisées** pour faire valoir que seuls les Indiens pouvaient parler de l'Inde, en utilisant des hashtags tels que #IndiaAgainstPropaganda. Au lendemain des violences du Jour de la République, le gouvernement a **exigé** que Twitter bloque des centaines de comptes, non seulement de manifestants, mais aussi de journalistes et d'entreprises des médias. Twitter a d'abord accédé à cette demande, mais a rapidement fait marche arrière à la suite d'une réaction défavorable. Le gouvernement et Twitter ont maintenu une relation tendue, le gouvernement menaçant l'entreprise de poursuites judiciaires pouvant aboutir à des peines de

prison. Les politiciens du BJP ont afflué vers une plateforme alternative à Twitter, Koo, qui s'est rapidement avérée être envahie par les discours haineux.

Au moment de la rédaction de ce rapport, les positions étaient plus tranchées que jamais. Les manifestants restaient cantonnés dans leurs camps, encerclés par les forces de sécurité, nombre d'entre eux jurant de ne pas partir tant que les lois ne seraient pas abrogées. Les manifestants ont à tout le moins contraint un gouvernement qui, d'ordinaire, refuse obstinément toute critique, à s'asseoir à la table des négociations. Le gouvernement a proposé de retarder la mise en œuvre

des nouvelles lois, mais le compromis qui pourrait en résulter reste incertain. Au-delà de ce conflit et de son impact potentiel sur la vie d'un grand nombre d'agriculteurs, des sujets de préoccupations ont été mis en évidence : le fait que le gouvernement, hiérarchisé et autoritaire, considère toute dissidence comme une trahison, et l'existence d'une élite dirigeante manifestement motivée par la poursuite de la production de richesses pour l'élite économique qui lui est associée. Le gouvernement indien devrait se montrer moins directif et plus à l'écoute. Il ne peut y parvenir en continuant à réprimer la dissidence et en cherchant à étouffer les initiatives de la société civile.



Des agriculteurs protestent en brandissant leur téléphone, lumière allumée, lors d'une veillée du Nouvel An en l'honneur des quarante agriculteurs ayant perdu la vie sur une autoroute menant à New Delhi. Photo par Anindito Mukherjee/Getty Images

ZIMBABWE : APRÈS LA CORRUPTION, LA RÉPRESSION

Peu de gouvernements semblent aussi peu concernés par leur peuple, aussi peu disposés à l'écouter, que le gouvernement du Zimbabwe. En 2020, la corruption a été un élément déclencheur de protestation dans un pays qui continuait d'être le théâtre d'une lutte pour les droits fondamentaux en matière d'emploi, les droits civiques et les libertés démocratiques et, bien sûr, les services publics essentiels. La population a souligné le contraste entre son combat sur le plan économique et la corruption très évidente des élites politiques, et a exigé une amélioration. Ces revendications ont rencontré une vive répression.

L'indignation qui couvait depuis longtemps a été ravivée en juin, lorsque le journaliste Hopewell Chin'ono a publié des informations gouvernementales indiquant que des contrats d'achat de plusieurs millions de dollars de fournitures destinées à la lutte contre la pandémie avaient été fixés à des prix excessifs. Ces révélations ont conduit au **limogeage** du ministre de la Santé, qui a ensuite été accusé de corruption. Elles sont survenues à un moment où de nombreux Zimbabweens vivaient dans des conditions de difficultés économiques, avant même la pandémie. Les protestations relatives à la hausse des prix du carburant, à la pénurie de produits de première nécessité, et à un probable accord du gouvernement avec le Fonds monétaire international (FMI) ont mobilisé la population en **2019**, et ont entraîné une réponse répressive. La pandémie a ensuite aggravé la situation. Au cours du mois durant lequel les citoyens ont découvert que certains membres du gouvernement considéraient apparemment la pandémie comme une opportunité de corruption, les infirmières ont **organisé une grève** pour réclamer une rémunération en dollars américains, en contrepartie de leur travail vital dans la lutte contre le virus. Cette forme de paiement plus sûre devait leur permettre d'acheter les produits essentiels dont elles avaient besoin, dans un contexte d'**inflation galopante**.

En juillet, la population est descendue dans les rues de la capitale, Harare, pour **protester** contre la corruption, le marasme économique, le chômage et le mauvais état des services de santé du pays. Le gouvernement a renoué avec ses habitudes, déclenchant la **violence** pour disperser les manifestants et **arrêtant** plus de 60 personnes, accusées ensuite d'incitation à la violence publique. L'auteur respecté **Tsitsi Dangarembga**, qui venait d'être sélectionné pour le prix Booker, figurait parmi les personnes arrêtées. Des **centaines** de policiers et de soldats

ont été déployés pour tenter d'empêcher de nouvelles manifestations, des points de contrôle ont été mis en place pour empêcher les gens d'entrer à Harare et les magasins ont reçu l'ordre de fermer. Le président Emmerson Mnangagwa est passé à l'offensive, **qualifiant** les manifestants de « Zimbabweens voyous », les accusant de faire partie de « groupes d'opposition terroristes » qui cherchent à déstabiliser le pays en « s'alliant à des détracteurs étrangers », et **qualifiant les manifestations** d'« insurrection planifiée ». Ces propos reprenaient un trope familier de la longue période de dictature du président Robert Mugabe, quand toute tentative de défendre les droits sociaux et économiques et d'exiger des libertés démocratiques était qualifiée d'ingérence impériale dans les affaires intérieures. Plusieurs organisateurs des manifestations ont dû se cacher après la publication de leurs noms sur un avis de recherche de la police en rapport avec les manifestations.

Quant à Hopewell Chin'ono, il a été enlevé à son domicile par un groupe de huit agents de l'État, apparemment sans mandat, pour avoir dénoncé la corruption. Il a été détenu pendant quarante-cinq jours dans des conditions d'insalubrité et de promiscuité, et accusé d'incitation à la violence pour avoir appelé à des manifestations pacifiques. Il a finalement été libéré sous caution en septembre, après que plusieurs demandes antérieures de libération sous caution aient été rejetées. Il a ensuite été **arrêté** à nouveau en novembre après avoir tweeté sur la contrebande d'or, et encore une fois - pour la **troisième fois** en six mois - en janvier 2021, après avoir tweeté sur la brutalité présumée de la police dans l'application des règles relatives à la lutte contre la pandémie. On peut supposer qu'il était pris pour cible par un gouvernement embarrassé de voir ses pratiques de corruption révélées au grand jour. Chin'ono n'était pas le seul. Un homme politique de l'opposition, Jacob Ngarivhume, a été **arrêté** en même temps que Chin'ono en juillet en relation avec la manifestation, et un autre politicien de l'opposition, Fadzai Mahere, a été **arrêté** en janvier 2021 pour avoir partagé le même tweet alléguant la brutalité de la police. Mais Chin'ono n'était pas non plus seul en matière de solidarité. La société civile internationale a fait campagne pour sa libération, et plus de cent écrivains et journalistes africains **ont signé une pétition** appelant l'Union africaine à suspendre le Zimbabwe de l'organisation, en raison de ses violations des droits humains.

En réaction à la crise économique et à la réponse répressive de l'État, le mouvement #ZimbabweanLivesMatter a pris la forme d'une campagne **en ligne**, profitant de la notoriété du hashtag #BlackLivesMatter (voir le chapitre de ce rapport consacré à la lutte mondiale pour la justice raciale), déclenchant des **centaines de milliers**

de tweets, et obtenant le soutien international de personnalités politiques et de stars de la musique à travers le monde. Les Zimbabwéens se sont mobilisés devant l'ambassade de leur pays à Pretoria, en Afrique du Sud, bien que là encore, en août, ils aient été confrontés à une **réponse violente de l'État** sous la forme de balles en caoutchouc et de grenades assourdissantes ; une réponse similaire à celle mise en œuvre dans leur pays.

Le gouvernement a semblé déterminé à contrecarrer d'éventuelles manifestations syndicales en septembre lorsqu'il a **annoncé** de nouvelles mesures qui rendraient plus ardue la syndicalisation des travailleurs de la santé, en précisant que les médecins nouvellement diplômés seraient recrutés dans l'armée en tant que médecins militaires avant de pouvoir travailler dans les hôpitaux publics, ce qui les empêcherait de faire grève.

Les revendications pour un changement économique et des libertés civiles restent contrariées car, depuis que Mugabe a été contraint de se retirer et que Mnangagwa a pris le pouvoir, bien peu de choses ont changé. L'élite, y compris la puissante armée, a rapidement resserré les rangs autour de Mnangagwa. Le système politique zimbabwéen, et la corruption de ceux qui en occupent le sommet, n'ont pas changé. Nombreux sont ceux qui, au Zimbabwe, continueront à courir des risques considérables pour exiger un véritable changement.

IRAK : LA RÉPONSE MORTELLE AUX REVENDICATIONS DES MANIFESTANTS SE POURSUIT

On pourrait en dire autant de l'Irak, où les manifestations contre le chômage, la corruption et les services publics défectueux, réclamant des changements économiques, politiques et sociaux, se multiplient depuis 2018, avec une grande vague de protestation récente depuis **octobre 2019**. Mais en Irak, l'État a répliqué de manière particulièrement violente, et cette violence a été meurtrière et à grande échelle. Dans les six mois qui ont suivi le début des protestations, on estime que **700 personnes** ont été tuées, les forces de sécurité ciblant les manifestants avec des balles réelles et faisant parfois appel à des tireurs d'élite.

L'État a refusé de donner suite aux demandes des manifestants, bien que la poursuite des protestations et la pression interne et internationale suite aux

massacres de masse aient contraint le Premier ministre Adel Abdul Mahdi à **démissionner** en novembre 2019. Au terme de négociations complexes entre différentes factions concernant le remplacement de celui-ci, Mustafa Al-Kadhimi a été nommé Premier ministre en mai 2020. Mais aux yeux des manifestants, rien n'a véritablement changé, et la prise en compte par Al-Kadhimi des revendications des manifestants, et son engagement à entreprendre des réformes, ont été **contrecarrés** par l'establishment politique irakien et ses nombreux politiciens pro-iraniens. L'Iran exerce en effet une forte influence sur l'Irak dans le cadre de sa guerre froide pour la prééminence régionale face à l'Arabie saoudite, une autre problématique soulevée par les manifestants.



En novembre 2019, des centaines de personnes se rassemblent près de la place Tahrir pour prier en mémoire des plus de 300 manifestants tués. Photo par Laurent Van der Stockt pour Le Monde/Getty Images

Malgré les promesses de dialogue avec les manifestants et de responsabilisation pour l'usage excessif de la force, aucun haut responsable n'a été **poursuivi** 7. Pour de nombreux manifestants, l'incapacité d'Al-Kadhimi à faire des progrès en matière de changement offrait une démonstration supplémentaire du fait que le système politique au sein duquel il évolue est corrompu et intéressé, et qu'il convient donc de le démanteler.

Étant donné le peu de progrès réalisés pour satisfaire les revendications des manifestants, les protestations **se sont poursuivies** 7 en 2020. Fin janvier, les manifestants dans la capitale, Bagdad, et dans les villes de Bassora et de Nasiriyah, ont **rétabli** 7 les blocages de ponts et de routes. En réponse, les forces de sécurité ont recommencé à recourir à la violence. Dans les jours qui ont suivi la reprise des protestations, **au moins 10 personnes** 7 auraient été tuées et beaucoup d'autres blessées et arrêtées. En février, des milices armées ont **attaqué** 7 des manifestants dans les villes de Karbala et de Nadjaf au moyen d'armes à feu et d'armes blanches. Dans les deux cas, les forces de sécurité n'ont rien fait pour mettre fin aux attaques ; il semble que l'on assiste à un déploiement croissant de milices pro-iraniennes pour effectuer les basses besognes de l'État. Plusieurs personnes impliquées dans les manifestations ont été tuées, ont disparu ou ont été enlevées, notamment des médecins et d'autres professionnels de la santé, au moment où le pays en avait le plus besoin. Plusieurs journalistes ont également été tués par balles, pas seulement pendant qu'ils couvraient les manifestations, mais aussi dans ce qui est clairement apparu comme des assassinats ciblés. Le scénario de la protestation suivie d'une réponse mortelle se poursuivait. En février, la Commission irakienne des droits de l'Homme a fait savoir qu'elle estimait à **près de 550** 7 le nombre de personnes tuées dans des violences liées aux manifestations, souvent à balles réelles. Le gouvernement a continué de nier que les forces de sécurité tiraient sur les manifestants et a refusé de fournir des informations sur le nombre de morts, de blessés et d'arrestations.

Malgré les risques, les femmes ont continué à jouer un rôle de premier plan dans les manifestations. En février, des **milliers de femmes irakiennes** 7 ont pris part à des manifestations à Bagdad et dans d'autres localités, exigeant des réformes en profondeur et la fin de la corruption, et condamnant les attaques contre les manifestants, notamment celles qui visaient les manifestantes. Les jeunes étaient à l'avant-garde. À Bassora, un puissant mouvement de protestation dirigé par des jeunes avait été formé au cours de plusieurs années, développant des compétences en matière de protestation et se tenant prêt à se mobiliser pour faire valoir les

revendications éventuelles, et il a joué un rôle de premier plan dans chacune des nouvelles vagues de protestation.

La colère était telle que, même lorsque la pandémie s'est propagée en Irak en février et mars, les gens **se sont promis** 7 de continuer à protester. Certains manifestants ont revêtu des masques et de fausses combinaisons anti-contagion, insistant sur le fait que, compte tenu de l'ampleur de la répression meurtrière de l'État, le gouvernement constituait pour eux une menace plus importante encore que le virus. Les restrictions d'urgence imposées en réponse à la pandémie ont eu pour effet de réduire le nombre de manifestations, mais les gens ont **maintenu** 7 une présence protestataire, tenant des sit-in sur la place Tahrir, au centre de Bagdad. Et bien sûr, la violence a continué. En avril, un camp de protestation sur la place Tahrir a été attaqué par un groupe muni de mitrailleuses, et en juin, une bande armée a attaqué un rassemblement sur la même place et a brûlé les tentes des manifestants. Le même mois, une manifestation à Bassora a été accueillie par des tirs à balles réelles et des gaz lacrymogènes, et les manifestants arrêtés ont été torturés en détention.

Les manifestations qui se sont mobilisées contre les dispositions d'urgence relatives à la pandémie et leurs conséquences économiques sur les personnes à faibles revenus ont également fait l'objet d'une réaction excessive. Des balles réelles et des gaz lacrymogènes ont été utilisés contre des **manifestants** 7 réclamant le versement de salaires en retard, et à l'encontre d'une **manifestation** 7 d'employés du gouvernement travaillant sous contrat et réclamant des emplois permanents. Les arrestations d'activistes, de responsables de manifestations et de journalistes, ainsi que les attaques et les homicides ciblés perpétrés par des milices armées, ont perduré.

Le **premier anniversaire** 7 de la montée en puissance du mouvement de protestation de masse, au début du mois d'octobre, est devenu un autre point de convergence des protestations et des tentatives de répression. Les autorités ont bloqué les routes pour tenter d'empêcher les manifestants venus de l'extérieur de Bagdad d'entrer dans la ville, tandis qu'un groupe muni de bombes à essence a parcouru la place Tahrir pour menacer les manifestants. En signe de défi, les gens sont tout de même descendus dans la rue au sein de plusieurs villes pour insister sur le fait qu'ils continueraient à manifester jusqu'à ce que leurs revendications de changements profonds soient satisfaites. Les forces de sécurité ont pris d'assaut un rassemblement sur la place Tahrir et le principal site de rassemblement dans

le centre-ville de Bassora, où elles ont brûlé les tentes que les manifestants avaient occupées. Deux jours plus tard, cependant, les manifestants ont réinvesti courageusement le site de Bassora, ce qui a donné lieu à un face-à-face tendu entre les manifestants et les forces de sécurité. En novembre, des étudiants ont manifesté pour que les auteurs des nombreux homicides contre les manifestants soient tenus de rendre des comptes.

Lorsque la population s'est mobilisée après que deux manifestants **ont été tués**, suite à la résurgence des manifestations de masse à Bagdad en juillet, le Premier ministre a déclaré qu'il reconnaissait le **droit à manifester**. Il a **promis** que justice serait faite pour les deux jeunes activistes **tués** à Bassora en août. Mais son incapacité persistante à mettre fin au massacre semblait évidente. Sa proposition d'ériger des statues dans les lieux de protestation pour honorer la mémoire des victimes a été rejetée et qualifiée par beaucoup d'insultante. Le Premier ministre Al-Kadhimi semblait également disposer d'une faible marge de manœuvre économique, les répercussions économiques de la pandémie aggravant davantage la dépendance du pays à l'égard d'une industrie pétrolière en déclin.



Un manifestant brandit une banderole sur laquelle on peut lire « L'État pour le peuple. Vainquons les mafias ! », lors d'une manifestation à Guatemala City, le 5 décembre 2020. Photo par Josué Decavele/Getty Images

Au cours de l'année 2020, le gouvernement a simultanément tenté de réduire les dépenses liées au personnel du secteur public et d'embaucher des centaines de fonctionnaires supplémentaires pour tenter de résorber le chômage. Cela laisse penser qu'il n'existait aucun plan visant à répondre aux besoins profonds, notamment parmi les jeunes Irakiens, en matière d'emplois et de services publics adéquats.

Déterminés à faire valoir la nécessité d'un changement, les leaders de protestation ont décidé de défier le monde obscur de la politique électorale irakienne, en lançant un **nouveau parti politique**, le Mouvement Imtidad, en janvier 2021. Le parti vise à présenter des candidats aux élections prévues pour juin 2021, avancées par le Premier ministre Al-Kadhimi par rapport à la date initialement prévue de 2022, de manière à prendre acte des demandes de changement. La violence mobilisée contre les activistes et les leaders de la protestation a sans doute eu pour but d'essayer d'empêcher une telle évolution. Après cette annonce, une campagne de diffamation contre les personnes impliquées a été menée sur Facebook. Ceux qui se sont engagés peuvent s'attendre à être davantage pris pour cible. Malheureusement, en Irak, les personnes qui exercent leurs droits civiques fondamentaux pour réclamer le changement doivent être particulièrement courageuses. Elles continueront à se battre pour un pays au sein duquel la volonté de faire avancer la société n'implique pas de courir un tel risque.

GUATEMALA : LA SUSPENSION DES RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES CONCERNANT LES SERVICES PUBLICS

L'une des plus grandes manifestations de 2020 contre les restrictions budgétaires dans les services publics a eu lieu au Guatemala en novembre. Des milliers de personnes sont **descendues dans la rue** en réponse à l'approbation par le Congrès d'un budget qui prévoyait des coupes dans les dépenses d'éducation et de santé, une réponse politique stupéfiante face à la pandémie. Le budget a été approuvé de manière peu transparente et au terme d'un débat limité, selon une approche de redressement post-pandémie privilégiant le développement du secteur privé - et toutes les opportunités de corruption qui lui sont associées - plutôt que le bien-être social. Alors que le Guatemala avait déjà subi le traumatisme de deux **ouragans** ayant provoqué la destruction de milliers de maisons et de nombreuses terres agricoles, l'État semblait abandonner la population.

Sandra Morán Reyes ⁷, ancienne membre du Congrès et activiste des droits des femmes et des personnes LGBTQI+, considère l'annonce du budget comme un point de basculement qui a amené les gens à protester, y compris ceux qui n'auraient peut-être pas participé aux manifestations :

Les effets du manque d'attention portée aux conséquences de la pandémie et des ouragans Eta et Iota, qui ont frappé en octobre et novembre, ont été aggravés par les attaques contre les fonctionnaires du ministère public qui luttent sans relâche contre la corruption. Le mécontentement s'est accru progressivement jusqu'en novembre, date à laquelle le Congrès a approuvé le budget national pour 2021. Il s'agissait d'un budget très conséquent - le plus élevé dans l'histoire du pays - qui comportait des traces évidentes de corruption, notamment dans le domaine des contrats d'infrastructure, où se concentre l'essentiel de la corruption, mais sans aucune attention pour la santé et l'éducation dans le contexte de la pandémie. Les coupes budgétaires ont même affecté le programme national de nutrition, dans un pays qui connaît un énorme problème de malnutrition infantile.

Cela a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Des personnes qui ne sont normalement pas enclines à protester - un chef cuisinier professionnel, un artiste, de nombreuses personnes reconnues dans divers domaines - ont commencé à écrire sur les réseaux sociaux et à s'exprimer contre cette



Un manifestant brandit une affiche sur laquelle on peut lire « La police ne prend pas soin de moi » lors d'une manifestation de novembre 2020 au Guatemala. Photo par Josué Decavele/ Getty Images

décision. C'est ainsi qu'a été convoquée la première manifestation, et soudain, nous étions 25 000 personnes dans la rue, en pleine pandémie. Personne n'avait prévu une manifestation aussi massive, pourtant elle a bel et bien eu lieu.

La controverse budgétaire a fait ressurgir une colère présente depuis longtemps au Guatemala et exprimée au moins depuis 2015, lorsque des **manifestations continues** ⁷ ont conduit à la chute et à la condamnation du président. Après cela, l'élite politique et économique s'est rapidement réorganisée pour protéger ses intérêts, **résistant** ⁷ aux efforts déployés par l'Organisation des Nations unies (ONU) pour mettre fin à l'impunité en matière de corruption.

Depuis 2017, nous dénonçons ce que nous avons appelé le « pacte de corruption », qui liait des fonctionnaires, des hommes d'affaires et même des représentants de l'Eglise, unis pour la défense de leurs propres intérêts. En 2015, après six mois de manifestations de masse soutenues, le président et la vice-présidente se sont retrouvés en prison, mais les gouvernements qui leur ont succédé ont fini par réaffirmer le même système. Le gouvernement du président Jimmy Morales a unilatéralement mis fin à l'accord avec la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala, et le gouvernement actuel du président Alejandro Giammattei, dans la foulée du précédent, a davantage développé son contrôle de la justice, du Congrès et de toutes les institutions de l'État afin de pérenniser la corruption comme forme de gouvernement.

Le premier anniversaire de son gouvernement a eu lieu le 14 janvier 2021 et les niveaux de soutien qu'il reçoit sont extrêmement faibles. Le Congrès a lui aussi une faible légitimité, étant donné le nombre de députés qui composent le « pacte de corruption », un nombre suffisant pour détenir une majorité ordinaire permettant de faire passer des lois.

Pour illustrer une fois de plus la façon dont se perpétue l'impunité en matière de corruption, il suffit de constater que, lorsque le mandat du président Morales a pris fin en janvier, il a immédiatement **prêté serment** ⁷ en tant que membre du Parlement d'Amérique centrale. Cette décision apparaît comme une tentative claire de s'assurer une immunité contre toute poursuite éventuelle pour corruption. Cette décision a également donné lieu à des protestations, qui ont été accueillies par des projections de gaz poivré et des arrestations par les forces de sécurité.

Les manifestations de novembre se sont mobilisées en réponse à la colère et aux appels à l'action lancés par les médias sociaux, mais elles se sont également appuyées sur le travail accompli par les mouvements sociaux depuis plusieurs années, et se sont accompagnées d'actions vitales de solidarité publique en réponse à la pandémie. Les citoyens ont comparé le soutien qu'ils ont pu s'apporter mutuellement à la faible assistance qu'ils ont reçue de la part de leur gouvernement.

Un nouveau gouvernement a été inauguré en janvier, et peu après, nous nous sommes retrouvés confinés en raison de la pandémie. Mais en mai ou juin, certains de nos camarades ont recommencé à descendre dans la rue, en partie pour critiquer l'attitude du gouvernement face aux besoins de la population, alors que les effets de la crise générée par la pandémie commençaient à se faire sentir. Soudain, des **drapeaux blancs** ⁷ sont apparus, dans les rues, sur les portes des maisons, et entre les mains des personnes et des familles dans les rues ou sur les seuils des portes. Au moyen de ce drapeau blanc, les gens indiquaient qu'ils n'avaient pas assez à manger, et des actions de solidarité ont commencé à se mettre en place, notamment sous la forme de soupes populaires, inexistantes auparavant au Guatemala. Il y a eu un grand mouvement de solidarité entre les gens. Alors que les organisations se consacraient à servir leurs membres, les citoyens ont fait de grands efforts pour apporter un soutien individuel. Il est devenu habituel pour chacun de sortir dans la rue afin de faire profiter les plus démunis de ce dont il disposait. Cela s'est ensuite répété à l'égard de ceux qui ont été touchés par les ouragans et se sont retrouvés sans rien.

Au niveau de l'État, de nombreuses ressources ont été allouées pour atténuer les effets de la pandémie, mais ces ressources n'ont pas été distribuées à la population dont les besoins sont restés insatisfaits, de sorte que la question que les gens ont commencé à se poser était de savoir « où était l'argent ».

Des appels ont été lancés par le biais des médias sociaux, en direction des classes moyennes principalement, mais les mouvements sociaux et les autorités indigènes ont également fait entendre leur voix. Ces derniers ont joué un rôle de plus en plus important ces dernières années et, dans le contexte de cette crise, ils ont publié une déclaration proposant un conseil gouvernemental réunissant les quatre principaux peuples qui composent le Guatemala - Maya, Xinka, Garífuna et Mestizo - pour ouvrir la voie à une assemblée constituante. Ils ont visité des territoires et travaillé à la formation

d'alliances, mais c'est la première fois qu'ils entreprenaient des démarches auprès du gouvernement national, car jusqu'alors ils n'avaient d'autorité que sur leurs territoires. Le rôle qu'ils ont joué est important car l'oligarchie a toujours redouté un soulèvement indigène.

Quatre acteurs ont été mobilisés : les peuples indigènes, les femmes, les jeunes et ce que l'on appelle les « communautés en résistance » - des communautés locales, généralement dirigées par des femmes, qui résistent aux méga-projets d'extraction sur leurs territoires. Les dernières manifestations ont également mis en évidence les résultats de l'unité nouvellement atteinte du mouvement étudiant universitaire : à partir de 2015, les étudiants de l'Université San Carlos de Guatemala, l'université publique, ont défilé aux côtés de ceux des deux universités privées. Il s'agissait d'un événement historique qui marquait le retour des étudiants universitaires organisés au sein des luttes populaires.

Le rôle de la jeunesse est également visible dans le mouvement féministe, car il y a beaucoup de mouvements de jeunes féministes. En particulier, le collectif Mujeres en Movimiento se distingue comme une initiative influente des féministes universitaires. Les organisations travaillant sur le thème de la diversité sexuelle ont également été présentes, et très actives en ce qui concerne la dénonciation des féminicides et des meurtres de personnes LGBTQI+.

Ces groupes ont été rejoints par une classe moyenne appauvrie par les graves conséquences de la pandémie. Il y avait beaucoup de personnes issues de la classe moyenne dans les manifestations, et de nombreux « cols blancs ». De nombreuses personnes qui n'appartenaient à aucune organisation ou collectif autochtone, d'étudiants ou de femmes sont sortis de leur propre chef, mues par un sentiment de ras-le-bol. Ainsi, les manifestations de novembre 2020 reflétaient à la fois l'organisation sociale et l'autonomie des citoyens.

La première réaction de l'État a été violente, notamment lorsque certains manifestants ont allumé des feux. Des vidéos ont circulé en ligne montrant des officiers en train de frapper des manifestants et les traînant au loin. Plusieurs personnes auraient été blessées, notamment aux yeux, et des dizaines auraient été **placées en détention** ⁷ ; des attaques contre des journalistes couvrant les manifestations ont également été signalées. La force excessive a été condamnée par la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH).

Les manifestations étaient initialement pacifiques, mais dès la seconde, on a constaté des actes de violence et de répression. Un petit groupe a mis le feu au siège du Congrès, un événement qui fait toujours l'objet d'une enquête. Cet événement a été utilisé pour justifier la répression : gaz lacrymogènes, passages à tabac, arrestations et détentions. Lors d'une autre manifestation, un bus a été brûlé. De notre point de vue, ces actes de violence ont été instigués pour justifier la nécessité d'un contrôle policier accru et d'une éventuelle répression des manifestations.

Mais la pression exercée par les manifestants a permis une victoire rapide : l'approbation du budget a été suspendue. Le président Giammattei a ouvert un dialogue impliquant la société civile, bien que certaines des OSC invitées à y prendre part l'aient boycotté, estimant qu'il ne s'agissait pas d'un processus sérieux. Les manifestations se sont poursuivies, exigeant davantage que l'annulation du budget, à savoir la démission des principaux dirigeants politiques et des mesures sérieuses contre la corruption. Beaucoup ont appelé à un processus démocratique pour élaborer une nouvelle Constitution, comme cela a été le cas au Chili ⁷, grâce aux manifestations de masse en 2019 (voir le chapitre de ce rapport sur la démocratie en temps de pandémie). Les manifestants autochtones se sont mobilisés pour former des barrages routiers dans le cadre de cette protestation.

Malgré le fait que de nombreux secteurs se soient mobilisés et que les revendications se soient multipliées, la liste des réclamations a été classée par ordre de priorité. Bien que chaque secteur ait présenté ses propres revendications, ils se sont tous ralliés autour de quelques revendications majeures. La principale demande consistait à demander au président d'opposer son veto au budget. En effet, ce qui a déclenché la mobilisation, c'est l'impudence d'un Congrès qui a élaboré un budget qui ne profite manifestement pas aux citoyens du Guatemala mais à son propre intérêt, celui d'alimenter la corruption. Les manifestations ont remporté un succès immédiat, puisque quelques jours après l'incendie du bâtiment du Congrès, celui-ci a fait marche arrière en annulant le budget qu'il avait approuvé. Parallèlement à l'annulation du budget, la demande d'un budget répondant aux besoins de la population a été formulée, mais elle est toujours en suspens.

Suite à la répression des protestations, la démission du ministre de l'Intérieur est devenue une réclamation majeure, mais celle-ci n'a pas eu lieu, et ce haut

fonctionnaire reste en fonction. La démission du président a également été exigée ⁷ mais n'a pas eu lieu non plus.

Enfin, la proposition d'une nouvelle Constitution, qui est à l'ordre du jour des mouvements sociaux depuis plusieurs années, a été soulevée à nouveau. En 2015, lors des grandes manifestations qui ont conduit à la démission de l'ensemble du gouvernement, les mouvements sociaux ont constaté que la corruption n'était pas seulement le fait de quelques individus, mais que le système entier était corrompu, et qu'un changement systémique était par conséquent nécessaire. Les organisations des peuples autochtones et paysannes ont élaboré une proposition de changement constitutionnel, basée sur leur demande de reconnaissance des peuples autochtones et la création d'un État plurinational qui leur donnerait de l'autonomie et un pouvoir de décision.

D'autres groupes ont des propositions moins abouties. J'ai été membre du Congrès jusqu'en janvier 2020, et à l'époque, j'ai travaillé avec des organisations de femmes, considérant que cette situation pourrait se produire et que nous devions être prêtes. Nous avons lancé le « Movimiento de Mujeres con Poder Constituyente » afin de formuler une proposition de Constitution nouvelle selon la perspective des femmes dans toute leur diversité.

Notre Constitution a été rédigée en 1985 et comporte une importante section relative aux droits humains ; elle inclut la figure de l'Ombudsman, qui était une innovation à l'époque. Mais les droits humains y sont abordés selon une perspective individuelle ; les droits collectifs et les droits des peuples sont absents, tout comme les droits des femmes et des personnes LGBTQI+. Et les innovations les plus avancées en matière constitutionnelle, comme les droits de la nature, sont également absentes. Notre proposition est une proposition politique pour l'émancipation des peuples, des femmes et de la diversité sexuelle. Elle repose sur l'idée d'une économie de la vie, qui place la communauté au centre, et sur une économie féministe qui réorganise le travail et les activités liées aux soins.

En effet, les défis en matière de droits sont durables, notamment les attaques contre les droits des femmes et les droits des personnes LGBTQI+ (voir le chapitre de ce rapport sur la contestation de l'exclusion). Et comme dans plusieurs autres pays d'Amérique latine (voir ci-dessous), les défenseurs des droits des peuples autochtones, qui font obstacle aux projets de développement offrant des

opportunités lucratives de corruption, ont été confrontés à de graves menaces tout au long de 2020. Les attaques contre les défenseurs des droits humains **se sont multipliées** pendant la pandémie. En septembre, la CIDH a **condamné** les homicides et les attaques contre les défenseurs des droits des peuples autochtones et des droits fonciers, déclarant qu'entre juin et août seulement, huit homicides avaient eu lieu, et a rappelé au gouvernement son obligation légale d'adopter une politique de protection des défenseurs des droits humains. Parmi les personnes tuées figurait **Medardo Alonzo Lucero**, qui s'était opposé à la tentative d'une compagnie minière d'exploiter un territoire autochtone, et qui a été retrouvé mort en présentant des signes de torture. Les défenseurs des droits des femmes autochtones font l'objet de **violences et de menaces**. Le refus du président Giammattei de respecter et d'écouter les voix autochtones a été clairement exprimé en juillet, lorsqu'il a **interrompu** le discours d'un dirigeant autochtone et a tenu des propos insultants.

Les **journalistes** citoyens autochtones, les journalistes qui couvrent les manifestations contre la corruption et les **journalistes environnementaux** ont été attaqués, **menacés** et ont dû faire face à de multiples calomnies, provenant de sources étatiques et non étatiques. Les journalistes ont en outre été confrontés à une **hostilité accrue** de la part du président et des représentants du gouvernement dans le cadre de leurs reportages sur la pandémie, et ont fait l'objet de mesures de restriction lorsqu'ils ont rendu compte de la situation dans les hôpitaux. L'association des journalistes du Guatemala a **indiqué** que l'année 2020 avait été la plus violente pour les journalistes depuis la période du régime militaire, avec 149 cas documentés d'attaques et de répression, dont trois décès. L'association a directement pointé du doigt le président Giammattei pour avoir encouragé un climat hostile envers les médias.

En février, poursuivant sur sa lancée de suppression de la dissidence, le Congrès a approuvé, à la hâte et sans débat, un décret qui lui aurait conféré des **pouvoirs étendus** sur les OSC. Heureusement, la Cour suprême est intervenue pour suspendre le décret, bien que le président Giammattei ait déclaré qu'il ne reculerait pas. Le décret aurait imposé des peines sévères pour des infractions vagues, et l'annulation automatique du statut juridique en cas de défaut de mise à jour de l'enregistrement, ainsi que l'octroi à l'Etat du pouvoir de forcer la fermeture des OSC. Il fait actuellement l'objet de plusieurs contestations judiciaires de la part des OSC, et a été condamné pour son caractère incompatible avec la liberté d'association par le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits à la liberté de

réunion pacifique et d'association, et par la CIDH. Ces exemples de 2020 indiquent l'ampleur du défi que représente la réforme.

Les protestations vont se poursuivre. Le ministre des Finances élabore un nouveau budget. Il reste à savoir quel montant sera investi dans la santé, l'éducation et la relance de l'économie, mais aussi ce que l'on entend par la « relance de l'économie ». Jusqu'à présent, l'accent a toujours été mis sur les investissements privés internationaux, qui ne font que générer des opportunités pour une intensification de l'exploitation et des méga-projets. Les revendications des populations rurales, paysannes et des peuples autochtones, vont donc continuer à se faire entendre dans la rue.

Il n'en faudra pas beaucoup pour relancer la protestation citoyenne, car suite aux manifestations de novembre, le président a fait un ensemble de promesses qu'il n'a pas tenues.

La colère contre la corruption, et la détermination à remplacer un système politique profondément corrompu par un système qui réponde aux besoins contemporains des divers peuples du Guatemala, demeureront. La reconstruction suite à la



Manifestation contre la corruption sur la place principale de la ville de Guatemala, le 28 novembre 2020. Photo par Daniele Volpe/Bloomberg via Getty Images

pandémie devrait en fournir l'occasion, tandis que des exemples comme celui du Chili prouvent que les protestations peuvent conduire à des avancées. La nature manifestement égoïste de la voie post-pandémique proposée, et son incapacité à répondre aux besoins de la population, pourraient bien avoir amené la population du Guatemala à franchir un point de non-retour.

COSTA RICA ET URUGUAY : DES REVENDICATIONS POUR DES ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES ET DES DROITS DU TRAVAIL

La population guatémaltèque ne faisait pas exception. Les uns après les autres, les pays d'Amérique latine ont été le théâtre d'une mobilisation populaire visant à faire valoir leur droit à avoir voix au chapitre dans les décisions économiques prises par les gouvernements, à réclamer des alternatives à l'économie néolibérale et à ses prescriptions en matière d'austérité, et à défendre les droits des travailleurs.

Lorsque le gouvernement du Costa Rica a conclu un accord avec le FMI pour emprunter 1,75 milliard de dollars US pour ses plans de relance post-pandémie en septembre, il a accepté en contrepartie d'augmenter les impôts. Pour beaucoup, dans une économie durement touchée par la pandémie et avec un taux de chômage de 20 %⁷, l'idée d'une augmentation des impôts était tout simplement inacceptable. Carlos Berríos Solórzano⁷, de l'Asociación Agentes de Cambio-Nicaragua⁷ (Association des agents du changement - Nicaragua) et de Red Previos⁷ (Réseau de la jeunesse d'Amérique centrale), nous explique le contexte :

Le Costa Rica n'avait pas demandé de financement au FMI depuis près de 20 ans. La proposition impliquait une éventuelle augmentation des impôts dans un pays où le coût de la vie est déjà élevé. D'ailleurs, une législation récente portant sur les finances publiques avait déjà augmenté les impôts, qui étaient déjà élevés.

En plus de l'augmentation des impôts sur le revenu et sur la propriété, l'accord avec le FMI **proposé**⁷ par le gouvernement comprenait de nouvelles taxes sur les transactions bancaires et le revenu mondial. Il a également proposé de fusionner certaines institutions publiques et d'en vendre d'autres, comme la Banque internationale du Costa Rica et la Fabrique nationale de liqueurs.

Le gouvernement a annoncé sa proposition unilatéralement, de manière totalement incohérente, alors qu'une négociation de cette ampleur et avec de telles implications dépasse largement le cadre économique, et devrait faire l'objet de négociations politiques et de la participation des principales forces sociales. Les conséquences d'un accord ou d'un désaccord avec le FMI devraient faire l'objet d'un débat public qui, dans ce cas, n'a pas eu lieu.

Le Costa Rica avait connu une importante grève des travailleurs du secteur public en 2018⁷ en raison d'une tentative antérieure du gouvernement d'introduire un ensemble de mesures d'austérité néolibérales, notamment des réductions de prestations et une augmentation de la fiscalité indirecte ; le gouvernement est revenu sur ces mesures après plusieurs jours de grève. En janvier 2020, le gouvernement a pris des mesures pour rendre de telles grèves plus difficiles à l'avenir, en **adoptant une loi**⁷ limitant les motifs justifiant une action de grève, et empêchant les personnes travaillant dans des rôles considérés comme essentiels de faire grève, tout en rendant illégales les grèves jugées politiques.

Quoi qu'il en soit, de vastes **manifestations**⁷ ont été organisées en réponse à l'annonce de septembre, caractérisées par des barrages routiers, et leur impact a été rapide. Après trois jours de protestations, le gouvernement a signalé que **33 barrages routiers**⁷ avaient été mis en place, obstruant l'accès aux principaux ports, aéroports et points de passage frontaliers. Le gouvernement a abandonné sa proposition.

Malgré cela, les protestations se sont poursuivies, et ont pris en compte toute un ensemble de préoccupations. Les protestations représentent des opinions diverses, notamment celles des personnes opposées à toute augmentation des impôts et celles qui demandent que la charge fiscale soit transférée sur les grandes entreprises plutôt que sur ceux qui disposent déjà de ressources limitées. Même lorsque les propositions ont été abandonnées, les manifestants ont appelé le gouvernement à s'engager à ne plus augmenter les impôts à l'avenir. Ils ont demandé qu'il ne soit plus question de mesures d'austérité ou de privatisations, et certains ont accusé le gouvernement de gaspiller les ressources et ont demandé une réduction des salaires des politiciens. Divers groupes ont participé aux manifestations, notamment des politiciens opposés au gouvernement, qui ont créé le Movimiento de Rescate Nacional (Mouvement de Sauvetage National), mais aussi des **syndicats**⁷ et des groupes paysans, dont beaucoup ont bloqué les routes de leur région et exigé des mesures concernant leurs sujets de préoccupation.

Ce sont surtout les syndicats, la classe ouvrière et les fonctionnaires, ainsi que les mouvements sociaux et étudiants qui sont venus protester. La principale demande était que le gouvernement suspende la proposition de demander un financement au FMI et abandonne l'idée de privatiser les entreprises publiques et d'augmenter la charge fiscale. Les organisations syndicales ont été plus rapides que les autres à identifier l'impact des accords de financement du FMI sur leurs programmes et leurs luttes.

La société civile a également dénoncé les intentions de l'exécutif, mis en garde contre les conséquences d'un potentiel accord, et s'est concentrée sur l'éducation de la population et l'ouverture du débat, tout en soutenant la mobilisation.

Au fur et à mesure que les protestations s'installaient, certains actes de violence ont éclaté : des groupes de manifestants ont mis le feu à des véhicules, et les forces de sécurité ont tenté de disperser les protestations par la force. La violence a éclaté lors d'une marche dans la capitale, San José, le 12 octobre. Certains manifestants ont jeté des pierres sur des policiers et la police a utilisé des gaz lacrymogènes contre les manifestants. Ailleurs, une voiture de police aurait été incendiée. Le gouvernement et certains dirigeants des manifestations ont reconnu que des **bandes violentes** liées au crime organisé et au trafic de drogue avaient infiltré les manifestations. Le gouvernement a également admis que des policiers avaient participé aux manifestations en **civil**, mais a nié qu'ils aient été à l'origine de violences.

À la suite des manifestations, le gouvernement a instauré un dialogue multisectoriel, similaire à celui proposé à la suite de manifestations similaires en **Équateur en 2019**. Cependant, certaines des personnes invitées se sont demandé si le gouvernement était de bonne foi, étant donné qu'au même moment, il a engagé des **poursuites pénales** contre six des dirigeants du MRN, pour des motifs tels que l'obstruction des voies publiques et l'association illicite. Il a également essayé, sans succès, d'obtenir une **ordonnance du tribunal** pour empêcher trois des dirigeants de participer à d'autres manifestations. Face à ces soupçons, certains responsables politiques et syndicats ont déclaré qu'ils **ne participeraient pas** au dialogue, sans compter que le MRN n'avait pas été invité. Une première tentative d'organiser un dialogue a échoué, et le processus a finalement **débuté** le 23 octobre. Aucun accord n'a été trouvé, les processus étant caractérisés par un certain climat de méfiance et la crainte d'un accord avec le FMI, auquel beaucoup s'opposent.

Les manifestations se sont poursuivies, et en réponse, le gouvernement a rendu publique sa stratégie de négociation avec le FMI et s'est ouvert aux commentaires de tous les secteurs. Le 11 octobre, le gouvernement a annoncé un « dialogue social » national et territorial dans le cadre duquel vingt-cinq représentants de divers secteurs - entreprises, syndicats, femmes, églises, étudiants universitaires et agriculteurs, entre autres - présenteraient leurs propres propositions pour résoudre la crise économique aggravée par la pandémie de COVID-19. La **question** posée était très précise : « comment parvenir à une amélioration permanente d'au moins 2,5 points de pourcentage du PIB du déficit primaire de l'administration centrale et à une diminution à court terme du montant de la dette publique (d'environ 8 points de pourcentage du PIB), grâce à une combinaison de mesures de gestion des recettes, des dépenses et de la dette publique, pour éviter que l'État ne se trouve en situation de défaut de paiement ? »

Malgré l'intense processus de dialogue avec les différents secteurs et les précieuses contributions apportées à ce processus, les demandes fondamentales n'ont pas été satisfaites, bien que, selon le gouvernement, elles soient examinées dans le cadre institutionnel afin de leur accorder l'attention qu'elles méritent

Les manifestations ont repris précisément parce que le processus de dialogue n'a donné aucun résultat et que les autorités ont fait preuve de peu de volonté politique en termes de respect des engagements. Cela s'est traduit par l'annonce selon laquelle le gouvernement allait poursuivre la demande de financement. En effet, à l'issue du processus de dialogue, l'exécutif est resté ferme dans sa proposition de demander un financement au FMI. Rétrospectivement, au vu de ces résultats, la société civile a estimé que l'appel au dialogue social n'avait été rien d'autre qu'une stratégie de démobilisation.

D'autres manifestations liées aux négociations du gouvernement avec le FMI ont suivi, et lors de l'une d'entre elles, le 29 octobre, un journaliste présent pour rendre compte des événements et muni d'une carte de presse a été **arrêté** dans le cadre des efforts déployés par la police pour empêcher la manifestation. Le gouvernement se méfie manifestement toujours de ceux qui ne sont pas d'accord avec la voie qu'il envisage pour le Costa Rica. Le pays reste divisé et caractérisé par une profonde méfiance. Certaines personnes, notamment de nombreuses communautés rurales, ont le sentiment d'être exclues du processus décisionnel et de ne pas être prises en compte par le gouvernement. Des processus véritablement inclusifs, réunissant

tous les citoyens pour aboutir à de nouvelles réponses susceptibles de recueillir un large consensus, sont encore nécessaires.

S'il est vrai que le Costa Rica bénéficie d'un cadre institutionnel solide par rapport à ses voisins d'Amérique centrale, qui a permis d'instaurer une stabilité économique et sociale, il n'en reste pas moins qu'il ne parvient toujours pas à remédier aux profondes inégalités sociales dans les zones les plus vulnérables du pays. Les problèmes sociaux sont négligés en raison d'un manque de volonté politique et de l'existence de niveaux de corruption qui, bien que non « scandaleux » selon les normes internationales, imprègnent les structures politiques et économiques du pays, et permettent à la classe politique et à l'élite économique de s'entendre afin de se partager le butin de l'État.

Les manifestations ont mis en évidence des problèmes structurels non résolus au Costa Rica. Elles ont rassemblé des demandes immédiates insatisfaites et des problèmes structurels liés à la distribution des richesses, à l'évasion fiscale du grand capital et au contrôle des élites économiques sur le système étatique, qui se matérialise par l'inégalité sociale dont sont victimes les migrants, les peuples autochtones, les personnes d'origine africaine et les ruraux.

A l'instar du Costa Rica, en Uruguay, en 2020, l'un des sujets de préoccupation de la société civile a été l'adoption d'un **ensemble de lois** qui rendront plus difficile la grève ou le déploiement de la tactique de protestation clé consistant à bloquer les routes, et donneront à la police de nouveaux pouvoirs pour utiliser la force contre les manifestants. Les nouvelles lois pourraient également criminaliser toute critique du maintien de l'ordre lors des manifestations. L'ensemble de lois, qui comprend également plusieurs changements économiques néolibéraux, notamment en matière d'éducation et de soins de santé, a été adopté par le gouvernement de centre-droit de l'Uruguay du président Luis Lacalle Pou, entré en fonction en mars. Le paquet législatif, qui contient près de 500 articles, a été adopté selon une procédure prévue par la Constitution pour l'adoption de lois urgentes. La société civile s'est plainte du fait que les nouvelles lois aient été adoptées à la hâte, sans débat ni examen approfondi. Elles ont été adoptées malgré les **manifestations massives** et les **grèves**, et les appels à organiser un référendum au sujet de ces changements ont été ignorés.

En **novembre**, plus de 100 organisations, dont des syndicats et d'autres OSC, se sont unies pour maintenir la pression, en formant une Commission nationale dont la **campagne** vise à recueillir des signatures pour une pétition destinée à convoquer un référendum portant sur l'abrogation de 135 **articles** préoccupants du paquet législatif. La tâche est ardue, car en Uruguay, 25 % de l'électorat, soit quelque 680 000 personnes, doivent soutenir une telle proposition avant qu'un référendum ne soit organisé. En février 2021, quelque 135 000 signatures avaient déjà été recueillies, et les efforts se poursuivront pour obtenir le soutien nécessaire avant l'échéance de juillet 2021.

Les protestations contre l'adoption précipitée du paquet législatif ont révélé l'existence d'une profonde fracture en Uruguay, qui s'est confirmée tout au long de l'année. En août, alors que le budget du gouvernement était en cours de discussion, les syndicats d'étudiants et d'enseignants **ont mobilisé** des milliers de personnes pour protester contre les réductions budgétaires proposées dans le domaine de l'éducation, appelant au contraire à un investissement accru dans l'enseignement public. Et en septembre, la confédération syndicale nationale, PIT-CNT, a organisé une **grève générale** de 24 heures contre les réductions budgétaires proposées par le gouvernement en matière d'éducation et de santé. Là encore, l'**appel** portait sur une approche économique alternative, notamment un revenu de base garanti.

Comme au Costa Rica, il existe une division considérable qui n'a pas été résolue, et deux conceptions très différentes de ce que devrait être l'économie post-pandémie de l'Uruguay.

PANAMA ET PARAGUAY : RÉDUCTIONS BUDGÉTAIRES ET CORRUPTION

Au Panama aussi, la population a **protesté** contre les **réductions budgétaires** du gouvernement dans les domaines de l'éducation et de la santé, les étudiants étant au premier plan des manifestations d'octobre. La police a réagi par un recours excessif à la force et au moins six personnes ont été **arrêtées**, dont un journaliste qui couvrait la manifestation, Juan Alberto Cajar. Celui-ci a déclaré que la police avait utilisé du gaz poivré contre lui et l'avait brutalisé, alors qu'il s'était clairement identifié comme journaliste. La police a nié ces faits, bien que des preuves photographiques et vidéo les aient confirmés, puis a accentué la répression en retardant la libération de Cajar et en tentant de l'inculper au motif de trouble à l'ordre public. Cette action a été condamnée par la société civile, jusqu'à

ce que la police revienne sur sa décision, abandonne les charges et présente ses excuses à Cajar. Auparavant, en septembre, des **étudiants** 7 avaient bloqué une route principale de la capitale, Panama City, en utilisant des pneus en feu comme barricade, pour protester contre les réductions du budget alloué à l'université, qui mettraient en péril les projets de la faculté de médecine.

Ces protestations sont venues s'ajouter à de multiples mobilisations organisées pour revendiquer une assistance dans le cadre de la pandémie et dénoncer la lenteur et l'absence de soutien. Des sources gouvernementales indiquent qu'**au moins 57** 7 manifestations de ce type ont eu lieu au cours des deux dernières semaines d'avril et de la première semaine de mai seulement, en réponse auxquelles le gouvernement a fourni des chèques numériques pour permettre aux gens d'acheter des produits alimentaires essentiels. Parmi les protestations contre le caractère insuffisant de l'aide, citons un barrage routier dans la ville de La Chorrera en avril, auquel les autorités ont répondu en arrêtant 42 personnes. Lorsque la reprise des activités économiques a eu lieu en juin, les syndicats ont encore **protesté** 7 contre l'absence de mesures adéquates pour protéger les travailleurs.

En juin et juillet, le Paraguay a connu une série de **manifestations** 7 liées à la corruption et aux coupes budgétaires dans le secteur public. La colère s'est amplifiée après des rapports faisant état de **corruption** 7 dans l'achat de matériel médical en réponse à la pandémie. En réaction, des **convois de véhicules** 7 ont été formés, les automobilistes faisant retentir leurs klaxons et déployant des banderoles depuis leurs véhicules, en guise de protestation à distance. Divers groupes de la société civile, dont des syndicats, ont **pris part** 7 aux manifestations, notamment afin d'exprimer leur désaccord avec les projets du gouvernement de privatiser certains organismes publics clés, et concernant les allégations de surfacturation de l'électricité.

Les mois d'octobre et de novembre ont été marqués par une deuxième vague de protestations. Les mobilisations des mouvements sociaux ruraux et autochtones ont cherché à obtenir un soutien durant la pandémie, et ont également formulé de nouvelles demandes, notamment en matière de redistribution des terres et de construction de logements sociaux. En octobre, les manifestants ont **installé des camps** 7 dans les quartiers centraux de la capitale, Asunción. Ils ont promis de rester jusqu'à ce que les dirigeants du gouvernement les rencontrent pour discuter de leurs demandes de soutien face à la pandémie et à la sécheresse, d'annulation de la dette et du droit à la terre.

Plus d'un millier de manifestants ont à nouveau **défilé** 7 en novembre, pour demander que les engagements pris par le gouvernement en matière de renégociation de la dette des petits exploitants agricoles, en réponse aux manifestations d'octobre, soient honorés. Leurs luttes vont se poursuivre. L'inégalité en matière de propriété foncière reste une question controversée au Paraguay, où de nombreux petits exploitants agricoles luttent pour gagner leur vie et où les grandes entreprises agricoles engagées dans la production intensive de soja bénéficient d'avantages qui leur ont été accordés à l'époque de la dictature.

Les niveaux d'exclusion auxquels les campesinos (paysans) sont confrontés et la précarité de la vie rurale sont apparus clairement en décembre, lorsque la police a violemment **expulsé** 7 plus de 150 familles d'un campement de campesinos dans la province de Caazapá, arrêtant et maltraitant ceux qui résistaient. Le contexte est marqué par une **hostilité** 7 et une criminalisation croissante à l'égard des membres des mouvements paysans, autochtones, syndicaux et étudiants, comme en témoigne la **campagne de diffamation** 7 sans fondement menée contre Alter Vida, une OSC qui travaille avec une communauté indigène menacée par les éleveurs et les accapareurs de terres agricoles, et qui a été faussement accusée de corruption et de blanchiment d'argent.



Des habitants d'Asunción, au Paraguay, manifestent contre la corruption et la mauvaise gestion de la pandémie, le 7 mars 2021. Photo par Luis Vera/Getty Images

TUNISIE : 10 ANS APRÈS LE « PRINTEMPS ARABE »

La vie quotidienne demeure rude pour beaucoup de Tunisiens. Pourtant, la Tunisie est souvent présentée comme la seule réussite durable de la grande vague de mobilisation d'il y a dix ans, appelée à l'époque le « printemps arabe ». La Libye, la Syrie et le Yémen ont sombré dans un conflit meurtrier et permanent, l'autoritarisme s'est intensifié au Bahreïn et en Égypte et les revendications de changement politique fondamental restent sans réponse non seulement en Irak, comme nous l'avons vu plus haut, mais aussi, entre autres pays, en Algérie et au Liban (voir le chapitre de ce rapport sur la démocratie en temps de pandémie). Dix ans après que le jeune vendeur de fruits Mohamed Bouazizi se soit immolé par le feu pour protester contre la répression et la corruption de l'État, les pratiques démocratiques ont été maintenues en Tunisie et le retour à l'autoritarisme a été évité, grâce aux **efforts concertés de la société civile** ↗ pour défendre les libertés démocratiques.

Mais tout au long de 2020 et en 2021, le mécontentement a continué à alimenter les demandes de changement économique. La population jeune de la Tunisie connaît un chômage chronique. L'aggravation de la crise économique sous l'effet de la pandémie a provoqué un **exode** ↗ de réfugiés par la mer, à la recherche d'une vie meilleure en Europe. Pour beaucoup, les problèmes sociaux et économiques qui ont motivé la révolution ainsi que la soif de démocratie ont été négligés. La corruption reste un fléau quotidien auquel beaucoup sont confrontés. Si les élites politiques ont été renouvelées grâce à la tenue d'élections, des fossés **subsistent** ↗ entre ces élites et les communautés, notamment les populations éloignées de la capitale.

En mars, le confinement a suscité de vastes **manifestations** ↗, les gens demandant à l'État de leur fournir une aide financière en compensation de la perte de leurs revenus essentiels. Une partie de la réponse du gouvernement a été d'**arrêter** ↗ les blogueurs qui critiquaient l'incapacité du gouvernement à assurer l'approvisionnement en nourriture de base et à fournir une aide financière aux personnes les plus affectées. Comme le souligne **Ramy Khouili** ↗, de l'**Association tunisienne des femmes démocrates** ↗, les conséquences économiques du confinement touchent particulièrement les femmes :

En raison de la crise économique provoquée par la pandémie, de nombreuses femmes ont perdu leurs emplois ou ne perçoivent pas leurs salaires. De

nombreuses femmes en Tunisie travaillent dans le secteur informel, elles n'ont donc pas pu continuer à travailler et se sont retrouvées sans aucun revenu. Cela affecte leur capacité à prendre soin d'elles-mêmes et de leurs familles. Avec un groupe de travailleurs domestiques, nous avons fait une étude sur la situation des travailleurs domestiques en Tunisie. La situation est vraiment alarmante car les travailleurs domestiques ne peuvent pas travailler pendant le confinement et n'ont pas d'autre source de revenus. Malgré le fait que le secteur informel représente une grande partie de l'économie, les mesures prises par le gouvernement pour accorder une aide d'urgence ne s'appliquent qu'au secteur formel. En outre, le soutien du gouvernement a été destiné aux familles et, selon la loi tunisienne, les hommes sont les chefs de famille, donc l'argent a été reçu principalement par des hommes. En cas de conflit, violence ou séparation, les femmes n'ont pas accès à l'aide gouvernementale.

L'accélération de la crise économique au cours de l'année a entraîné une **recrudescence** ↗ des protestations, principalement menées par de jeunes chômeurs. Une partie de la réponse de l'État a été de chercher à étendre l'impunité pour la violence de la part des forces de sécurité. L'introduction d'un projet de loi, rédigé selon une terminologie vague, a accru l'immunité des agents des forces de sécurité et leur a conféré plus de libertés dans l'utilisation des armes à feu, y compris la force létale. La discussion du projet de loi au Parlement en octobre a été accueillie par des **protestations** ↗, elles-mêmes confrontées à la violence des forces de sécurité, et plusieurs personnes ont été battues et détenues. Les femmes manifestantes ont été victimes d'agressions et de harcèlement sexuels, et les personnes ayant exprimé leur soutien aux manifestations sur Internet ont également été interrogées par la police.

De violentes **manifestations** ↗ ont marqué le passage à l'année 2021. Des **jeunes** ↗ ont manifesté dans les banlieues populaires de la capitale, Tunis, et dans d'autres quartiers en proie à des difficultés économiques. Les gens ont attiré l'attention sur le fait qu'ils manquaient de moyens, ne serait-ce que pour acheter des aliments essentiels. Lorsque les manifestants ont tiré des feux d'artifice et jeté des pierres lors des manifestations de janvier 2021, les forces de police lourdement équipées ont répondu par des nuages de gaz lacrymogènes. La mort d'un manifestant, **Haykel Rachdi** ↗, qui aurait été touché par une grenade lacrymogène, a accentué la colère des manifestants. Alors que les manifestations se poursuivaient presque quotidiennement, les manifestants ont **exigé** ↗ la fin des brutalités policières et appelé à une réforme de la police dans le cadre du travail inachevé de la révolution,

reprenant 7 des slogans de la révolution d'il y a dix ans. La persistance de l'impunité policière et une réponse musclée aux protestations paraissent incompatibles 7 avec cette révolution.

La réponse de l'État aux manifestations n'a cessé de fournir de nouveaux exemples de brutalité. L'armée a été déployée 7 dans plusieurs villes. Au moment de la rédaction du présent rapport, quelque 1 600 personnes 7 auraient été arrêtées, dont de nombreux adolescents, et beaucoup d'entre elles ont été détenues dans des conditions de promiscuité et d'insalubrité, et soumises à des mauvais traitements. Fait troublant, les forces de sécurité ont été accusées de cibler spécifiquement les manifestants LGBTQI+ pour les arrêter. Parmi eux figurait Rania Amdouni 7, une artiste et activiste LGBTQI+ condamnée à six mois de prison en mars 2021, après avoir pris part à des manifestations.

Les manifestations ont encore alimenté les luttes politiques en cours entre le président et le Premier ministre de la Tunisie, après les élections de septembre 2019 qui ont abouti à un Parlement fragmenté. Un nouveau gouvernement de coalition fragile a été convenu 7 en février 2020, avant de se dissoudre en juillet après que le plus grand parti, Ennahdha, a retiré 7 son soutien ; 2020 a été une année au cours de laquelle la Tunisie a connu trois Premiers ministres. À la suite des manifestations de janvier 2021, le Premier ministre Hichem Mechichi a remanié son cabinet, mais a promu plusieurs personnes soupçonnées d'être impliquées dans des affaires de corruption.

Le président Kais Saied a réagi en rejetant ces nominations, ce qui a provoqué une impasse politique. En février 2021, Ennahdha, qui soutenait le Premier ministre contre le président, a organisé sa propre contre-manifestation 7 à grande échelle, ce qui a fait craindre une polarisation.

Ces luttes pour le pouvoir politique n'ont pas permis de répondre à la colère de la population sur le plan économique, et ont plutôt semblé indiquer à quel point la classe politique était déconnectée des difficultés quotidiennes de la population. Dans le même temps, les bailleurs de fonds étrangers exigeaient d'importantes réductions des dépenses pour accorder de nouveaux prêts à un gouvernement en proie à un profond déficit budgétaire. Si ces mesures étaient mises en œuvre, de nouvelles manifestations de masse suivraient à coup sûr.

La démocratie tunisienne reste sous pression, mais une partie de sa vulnérabilité provient de certains politiciens puissants qui veulent supprimer les protestations et réprimer la dissidence au nom de la protection des institutions politiques. Les dirigeants politiques doivent continuer à reconnaître la dissidence comme faisant partie de la démocratie, plutôt que d'agir comme si la démocratie formelle devait être protégée d'elle. Le changement économique doit suivre. Dans toute société, les gens seront désabusés par le système s'ils ne peuvent pas trouver d'emploi, si les services publics ne fonctionnent pas et s'ils ne peuvent pas accéder aux biens de première nécessité. Dix ans après, les yeux du monde entier resteront rivés sur la Tunisie.



Il y a dix ans, la population tunisienne a pris part à une campagne massive de résistance civile qui a conduit à l'éviction d'un dictateur de longue date. Photo par Christopher Furlong/Getty Images

INDONÉSIE : LES DROITS DU TRAVAIL ET LA DÉFENSE DE L'ENVIRONNEMENT AU CŒUR DES PRÉOCCUPATIONS

Les revendications en matière de droits économiques et de défense de l'environnement se sont combinées en Indonésie, où de vastes manifestations ont eu lieu tout au long de l'année 2020 contre les modifications du droit du travail. Comme en Uruguay, le gouvernement indonésien a adopté un ensemble de mesures législatives d'une portée considérable, sans grande concertation préalable. La loi dite de création d'emplois, une loi omnibus de grande envergure de plus de 1 000 pages, a été présentée comme une initiative qui permettrait à l'Indonésie d'attirer plus facilement les investissements étrangers. Cette loi, qui constitue le plus grand ensemble de modifications législatives en Indonésie depuis des décennies, a supprimé de nombreuses réglementations relatives à l'acquisition et à l'utilisation des terres, ainsi que des réglementations environnementales, et a supprimé de nombreuses protections en matière de droit du travail. Les syndicats ont souligné que la loi avait été rédigée sans aucune consultation préalable avec eux.

Le gouvernement a affirmé que l'augmentation des investissements étrangers entraînerait une hausse de l'emploi, mais les manifestants craignent, comme on l'a vu dans d'autres pays de la région qui ont libéralisé les activités et supprimé des réglementations, que les emplois soient mal payés et précaires, et qu'il devienne plus difficile d'exiger de meilleures conditions de travail. Les manifestants n'étaient pas prêts à se considérer comme un réservoir de travailleurs contractuels que l'on peut engager et licencier à loisir. Parmi les droits que les gens risquaient de perdre conformément aux projets de loi, figuraient les congés payés prévus en cas de naissance d'un enfant, de mariage et de décès, ainsi que le congé menstruel pour les femmes. Par ailleurs, le nombre maximum d'heures supplémentaires allait être augmenté, les salaires minimums sectoriels abolis et l'indemnité de licenciement obligatoire versée par les employeurs réduite. La loi menaçait donc d'avoir un impact particulièrement sévère sur les **travailleuses** ⁷, qui sont déjà confrontées à des conditions de travail plus précaires.

Les préoccupations ont également porté sur l'objectif apparent de la nouvelle loi de supprimer les réglementations environnementales, y compris la suppression de la nécessité d'entreprendre une consultation communautaire en amont du développement des projets, et les changements visant à faciliter l'acquisition et



Des travailleurs participent à une manifestation contre la loi sur la création d'emplois à Jakarta, en Indonésie, le 2 novembre 2020. Photo par Oscar Siagian/Getty Images

le changement d'utilisation des terres, y compris les terres forestières. Il semble évident que ces changements pourraient favoriser l'expansion des industries extractives et le développement des terres rurales, augmentant ainsi les émissions de gaz à effet de serre, causant des dommages environnementaux locaux et portant atteinte aux droits des communautés concernées. La **suppression des réglementations** ⁷ relatives à l'industrie du charbon et à l'utilisation de biocarburants à base d'huile de palme, ainsi que l'absence de toute référence au développement d'énergies plus propres, apparaissaient clairement en contradiction avec les engagements pris par l'Indonésie - qui figure parmi les dix premiers pollueurs mondiaux - dans le cadre de l'Accord de Paris. Elle menaçait d'annihiler les récents progrès réalisés pour **freiner** ⁷ la disparition des forêts, dans un pays qui a déjà reçu la preuve qu'il n'est pas à l'abri des effets du changement climatique. En effet, début 2020, la capitale Jakarta a connu les pires **inondations** ⁷ depuis plus de dix ans, dénombant plus de soixante morts et des milliers de maisons détruites ou endommagées. La loi semble réduire les possibilités qu'ont les OSC travaillant sur les questions environnementales de contester les projets dommageables pour l'environnement et d'exercer un contrôle sur les nouveaux projets.

Les premières **manifestations de masse** contre la nouvelle loi ont eu lieu en janvier, lorsque les syndicats ont uni leurs efforts pour faire descendre des milliers de personnes dans la rue. Certaines des personnes ayant pris part aux manifestations **ont déclaré** avoir été victimes d'intimidation et de harcèlement. Malgré ces dangers, au fil de l'année, la coalition des opposants à la loi s'est renforcée, englobant divers groupes et réseaux de la société civile, notamment des syndicats, des groupes environnementaux, des mouvements de défense des droits des autochtones et des droits fonciers, des réseaux confessionnels et des organisations d'étudiants, ainsi que de nombreux universitaires. Un groupe de 35 investisseurs internationaux a même **déclaré** qu'il craignait que les changements ne soient pas conformes aux meilleures pratiques internationales.

Malgré la force de l'opposition, la loi omnibus a été **adoptée** au pied levé lors d'une session parlementaire spéciale, non programmée, qui s'est tenue le 5 octobre. Alors que le gouvernement a insisté sur le fait que la récession économique causée par la pandémie rendait l'adoption de la loi plus urgente, les travailleurs ont souligné qu'ils portaient déjà un lourd fardeau en raison des conséquences de la pandémie, que les changements risquaient d'aggraver.

Au moment de l'adoption de la loi, la police a fait barrage aux personnes qui se rendaient au Parlement pour protester, tandis que les syndicats ont annoncé une grève immédiate. Les grèves qui ont eu lieu dans les principales zones industrielles d'Indonésie entre le 6 et le 8 octobre ont amené des milliers de jeunes et d'étudiants universitaires à manifester aux côtés des travailleurs en grève. Environ **50 000 personnes** ont manifesté à Jakarta, et des manifestations de masse ont eu lieu dans les autres grandes villes d'Indonésie. Le président Joko Widodo a toutefois refusé de reconnaître la validité des critiques, démentant la réputation internationale qu'il s'est forgée en tant que modéré et progressiste. Il a en effet eu recours à une tactique couramment utilisée par les autocrates, **affirmant** que la population avait été mobilisée par la désinformation et les canulars sur les médias sociaux. D'importants groupes de la société civile, dont Nahdlatul Ulama, considérée comme la plus grande organisation islamique indépendante au monde, et la Confédération des syndicats de travailleurs d'Indonésie, ont déposé des pétitions contre la nouvelle loi auprès de la Cour constitutionnelle.

L'État a réagi aux manifestations d'octobre en recourant à une force excessive et en procédant à des arrestations massives. La police a utilisé des gaz lacrymogènes et des canons à eau, et des centaines de cas d'agressions physiques présumées par des

agents des forces de sécurité ont été signalés. La Commission pour les personnes disparues et les victimes de violences (KontraS) a signalé que des centaines de personnes étaient également portées disparues. La Fondation indonésienne pour l'aide juridictionnelle a **signalé** que certains de ses membres, qui apportaient une aide juridique aux personnes arrêtées, ont été battus par la police ; des policiers auraient également attaqué des ambulanciers qui prodiguaient des soins médicaux aux manifestants, et refusé de la nourriture aux manifestants arrêtés. Dans la ville de **Bandung**, des agents des forces de sécurité auraient battu, frappé à coups de pied et déshabillé des manifestants, et ils auraient confisqué leurs biens personnels lors de leur arrestation. Des arrestations massives ont été signalées dans les stations de transport public et dans les universités. Des personnes qui surveillaient les manifestations ont également été arrêtées.

Ces attaques brutales contre les droits ne sont pas tombées du ciel, car les personnes qui défendent les droits du travail et de l'environnement, et notamment ceux menacés par la loi omnibus, ont appris depuis longtemps à s'attendre à une réponse hostile en Indonésie. En mars, trois activistes écologistes engagés dans la résistance à l'accaparement des terres des agriculteurs par une société privée ont été **arrêtés** après s'être rendus à Jakarta pour rencontrer la Commission nationale des droits de l'homme. Le mois suivant, **Hermanus Bin Bison**, un agriculteur autochtone et défenseur des droits environnementaux, est mort en détention après s'être vu refuser un traitement médical. Il avait été arrêté alors qu'il protestait contre une entreprise d'huile de palme, en récoltant des fruits de palme sur des terres communautaires que l'entreprise est accusée d'avoir acquises illégalement. Les autorités **n'avaient pas** pris au sérieux l'aggravation de son état de santé et l'avaient maintenu dans une cellule surpeuplée. De nombreuses personnes ont également été **inculpées** en vertu des lois sur la diffamation criminelle, pour avoir critiqué la réponse du gouvernement à la pandémie.

Au cours des manifestations, de nombreuses attaques contre des journalistes ont également été signalées, notamment des policiers ayant frappé des journalistes qui filmaient. Le 10 octobre, l'Alliance des journalistes indépendants a **déclaré** qu'au moins 28 journalistes ont dit avoir subi des violences policières alors qu'ils couvraient les manifestations. La liberté d'expression en ligne a également souffert. Le 13 octobre, la police a **arrêté** huit membres de la Coalition pour l'action pour sauver l'Indonésie en raison de leurs déclarations sur les médias sociaux en faveur des manifestations. Ils ont été arrêtés au motif qu'ils diffusaient des « discours de haine », en vertu de la loi sur les informations et les transactions électroniques, une

loi vague et de grande portée qui a souvent été utilisée contre les détracteurs du gouvernement ces dernières années. D'autres arrestations ont suivi le 21 octobre, lorsque sept responsables de groupes de médias sociaux ont également été arrêtés et accusés de provocation à commettre des actes criminels.

De toute évidence, les utilisateurs des médias sociaux ont été accusés d'être responsables des incidents violents survenus lors des manifestations, au cours desquels des arrêts de transport ont été incendiés. S'appuyant sur ces incidents, le ministre de la Sécurité a **qualifié** les manifestations d'« actions anarchistes », une insulte reprise par les hauts responsables de la police. La police semble être impliquée politiquement dans la répression des manifestations et la propagande en faveur de la nouvelle loi. Une directive interne de la police a **été rendue publique**, ordonnant à la police de « cyber-patrouiller » les médias sociaux, au motif d'empêcher les foules de se rassembler dans le cadre de la pandémie, dans le but de décourager la participation aux protestations et d'offrir des « contre-récits » aux critiques adressées au gouvernement.

Après plusieurs jours de manifestations, le ministère de l'Éducation et de la Culture a **diffusé** une lettre appelant les étudiants à ne pas prendre part aux manifestations, une mesure critiquée par les syndicats de l'éducation qui y voit une ingérence du gouvernement dans l'indépendance de l'enseignement et la culture du débat universitaire. Deux dirigeants syndicaux ont également **déclaré** avoir été contactés par des responsables de la police et des services de renseignement avant les manifestations, dans le but de les amener à limiter le nombre de travailleurs participant aux manifestations. En résumé, le tableau est celui d'un gouvernement qui, après avoir adopté à la hâte une loi manifestement impopulaire, fait tout son possible pour réduire l'ampleur des manifestations, puis les réprime lorsqu'elles se produisent malgré tout. Le gouvernement pouvait être accusé à juste titre de rechercher le développement économique au détriment des droits humains, de la dissidence démocratique et de la protection de l'environnement. Le message international véhiculé par les autorités est que l'Indonésie est ouverte aux affaires, mais la question qui se pose maintenant est de savoir à quel prix.

Lorsque la situation s'est calmée, la loi a été adoptée, et ceux qui avaient protesté contre celle-ci ont continué de faire campagne pour des conditions de travail décentes et le respect des normes environnementales. La révision judiciaire engagée en réponse à l'action en justice de la société civile suit son cours, et les syndicats se sont engagés à organiser d'autres manifestations pour maintenir la

pression. Cependant, il a déjà été **signalé** que certaines entreprises avaient licencié des employés permanents et les avaient réembauchés en tant que travailleurs contractuels.

Nombreux sont ceux qui ne pourront pas poursuivre, compte tenu de l'ampleur de la violence et de la répression qui se sont abattues sur les manifestations d'octobre. Un rapport de KontraS publié à la fin de l'année **indiquait** que 232 personnes avaient été blessées et 4 555 arrêtées. Le suivi effectué par Amnesty International Indonésie a laissé entendre que les violations avaient été encore plus importantes, puisqu'**on a recensé** au moins 411 personnes ayant subi des violences policières et 6 658 arrestations. Les policiers n'ont pourtant guère eu à rendre compte de leurs actions. Après une année marquée par la mise en lumière des brutalités policières, non seulement en Indonésie mais dans le monde entier, les nombreuses personnes qui ont protesté contre les atteintes à l'environnement et la perte de leurs droits du travail, en Indonésie et dans les nombreux autres pays mentionnés dans ce rapport, sont conscientes qu'elles sont en droit de bénéficier de meilleures conditions.



Des étudiants et des travailleurs protestent contre la loi sur la création d'emplois le 8 octobre 2020 à Bandung, Java Ouest, Indonésie. Photo par Ulet Ifansasti/Getty Images

REVENDEICATIONS POUR LE CLIMAT ET LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE

Comme le laissent entendre plusieurs des exemples ci-dessus, la première ligne de la recherche du changement et de la responsabilisation des gouvernements sur les questions économiques et environnementales est formée par les nombreux défenseurs de l'environnement, des peuples autochtones et des droits fonciers, qui s'efforcent quotidiennement de combattre les principales sources de nuisance environnementale et d'inégalité économique. Il s'agit des activistes qui s'opposent aux industries extractives, aux grands projets de développement intrusifs, nuisibles et exempts de toute obligation de rendre des comptes, de l'agriculture intensive et d'autres pratiques non durables. Celles-ci causent des dommages environnementaux locaux, alimentant par leurs émissions la crise climatique, portant atteinte aux droits humains au niveau communautaire et générant des revenus non pas pour les communautés locales mais pour des entreprises lointaines.

Une grande partie du travail réalisé par ces défenseurs des droits humains n'est pas reconnue au niveau international. Les liens ne sont pas assez souvent établis entre les nombreuses mobilisations climatiques à grande échelle décrites ci-dessous, et le travail continu, souvent mené depuis des décennies, des personnes et des groupes qui défendent les environnements locaux, résistent aux pratiques dégradant les ressources naturelles, et proposent des alternatives durables à petite échelle, gérées localement, offrant une bonne gestion des ressources naturelles locales dont dépendent les communautés. Ces personnes et ces groupes ont besoin de plus de reconnaissance et de soutien, mais aussi de plus de protection, car ils sont en danger. S'opposer à la dégradation de l'environnement, cela signifie s'opposer aux objectifs de recherche de profit des grandes entreprises, des élites politiques et des agents de la force publique corrompus avec lesquels elles sont souvent associées. Les personnes qui s'opposent aux réseaux d'intérêts économiques et politiques peuvent le payer de leur vie. La lourde répression à laquelle ils sont confrontés dans de nombreux pays montre clairement l'ampleur du défi à relever et la nécessité d'une solidarité planétaire.



Un groupe de femmes autochtones Q'ueqchi' réclame « justice, vérité et réparations » à Guatemala City le 10 décembre 2020. Photo de Josué Decavele/Getty Images

ACTION DE TERRAIN EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT : UN REGARD SUR L'AMÉRIQUE LATINE

En 2020, un ensemble de pays d'Amérique latine a illustré les problématiques décrites ci-dessus, ainsi que de nombreuses autres. Le Honduras est reconnu depuis longtemps comme l'un des pays les plus dangereux au monde pour les défenseurs de l'environnement et, malheureusement, cette année n'a pas démenti cette réputation. Les dirigeants des mouvements campesino et garifuna – populations autochtones noires - ont été violemment attaqués tout au long de l'année. En avril, **Iris Argentina Álvarez** ², leader d'un collectif de campesinos, a été tuée lors d'une expulsion violente par des agents de sécurité privés travaillant pour une entreprise sucrière ². Elle dirigeait une coopérative travaillant à la récupération des terres. En juin, **Antonio Bernárdez Suazo** ², un défenseur des droits des Garifuna, a été retrouvé mort, blessé par balle et présentant des signes de torture. Le jeune écologiste **Marvin Damián Castro Molina** a été retrouvé mort en juillet. Il avait déclaré craindre pour sa vie.

Le militant des droits de l'environnement **Arnold Joaquín Morazán Erazo** ² a été tué par balle en octobre. Membre de la communauté autochtone de Guapinol, il faisait campagne contre un projet minier qui aurait un impact négatif sur l'environnement local, et en particulier sur les sources d'eau. Les défenseurs de l'eau de Guapinol ont été victimes de criminalisation, de violence, d'intimidation, de diffamation et de surveillance pour s'être opposés au projet minier. Sa mort a eu lieu juste avant une importante audience de tribunal portant sur la plainte de la communauté. Un autre **défenseur de l'environnement** ² avait été tué juste avant une audience de tribunal en 2019 ; l'intention de tenter de faire taire les voix de Guapinol dans les processus juridiques semblait claire. Pendant ce temps, un groupe de huit défenseurs de l'eau est maintenu en détention à la suite d'une plainte déposée par l'entreprise Inversiones Los Pinares, et les juges ont **refusé** ² de les libérer.

Le massacre n'a pas connu de répit avant la fin de l'année. En novembre, **Laura Carolina Valentín Dolmo** ², une jeune défenseuse garifuna, a été retrouvée morte dans une rivière, puis en décembre, deux autres **défenseurs de l'environnement** ² ont été tués à quelques jours d'intervalle. Félix Vásquez, dirigeant d'un syndicat de travailleurs ruraux, a été tué devant sa famille par un groupe d'assaillants masqués. Il avait fait campagne contre les effets des industries extractives sur l'environnement



Des manifestants autochtones se rassemblent devant la Cour suprême du Brésil à Brasilia en février 2020 pour faire valoir leurs droits sur leurs terres. Photo par Andressa Anholet/ Getty Images

local et, lorsqu'il a reçu des menaces de mort, il a demandé une protection qui ne lui a pas été accordée. Le leader autochtone José Adán Medina a été pris dans une embuscade et abattu. Il s'était opposé aux exploitants forestiers et aux propriétaires fonciers locaux.

Les meurtres se sont accompagnés de nombreuses autres menaces. La Via Campesina, le Mouvement Paysan International, a subi une série d'attaques contre ses bureaux au Honduras. Lors de l'une de ces attaques, en février, des données relatives à sa campagne contre les projets agricoles gérés par l'armée ont été **volées** ². En juillet, cinq personnes garifunas ont été **enlevées** ² par des assaillants armés portant des uniformes de police. En réaction, des manifestants garifunas

SOYEZ MON TÉMOIN : LES DÉFENSEURS DE L'EAU DE GUAPINOL

Imaginez être en prison. Le « crime » ? S'exprimer et défendre ce en quoi vous croyez. CIVICUS partage les histoires de personnes derrière les barreaux et exhorte les gens à demander aux gouvernements de protéger les droits, de faire respecter la justice et de cesser de harceler et d'emprisonner les défenseurs des droits humains à travers le monde. Les défenseurs des droits humains vous demandent de prendre position en tant que témoin.

Les défenseurs de l'eau de Guapinol racontent leur histoire :

Nous sommes les défenseurs de l'eau de Guapinol. Nous sommes Porfirio Sorto Cedillo, José Avelino Cedillo, Orbin Naún Hernández, Kevin Alejandro Romero, Arnold Javier Aleman, Ever Alexander Cedillo, Daniel Márquez et Jeremías Martínez Díaz, défenseurs de Tocoa, dans la région nord du Honduras. Nous sommes accusés d'incendie criminel et de privation illégale de liberté. Nous protestons contre la mise en œuvre d'un projet minier dans la zone protégée de Carlos Escalares, qui mettrait en danger les sources d'eau douce de la région.

En septembre 2018, des agents de sécurité privés engagés par la société minière Inversiones Los Pinares ont tenté d'expulser le camp de manifestants pacifiques installé pour défendre l'eau douce situé dans la communauté de Guapinol. En conséquence, un jeune manifestant a été gravement blessé et 32 membres de la communauté ont été criminalisés alors que les agents de sécurité n'ont fait l'objet d'aucune enquête. Nous sommes en détention provisoire depuis septembre 2019 et avons été détenus pendant plusieurs mois dans une prison de haute sécurité. Certains d'entre nous souffrent de maladies préexistantes, comme l'hypertension et l'asthme, ce qui nous rend particulièrement vulnérables pendant la pandémie.

Toutes les mesures juridiques possibles ont été engagées en notre faveur au Honduras. La Cour suprême de justice a rejeté une demande en habeas corpus déposée en notre nom en mars 2020, et la Cour d'appel a refusé d'accorder une nouvelle audience pour revoir les mesures qui nous sont infligées ou pour résoudre les trois appels déposés qui pourraient nous libérer. Les menaces et les intimidations à l'encontre des défenseurs de la terre et de l'eau dans la région de Tocoa se poursuivent. À ce jour, l'entreprise minière Inversiones Los Pinares opère sans le consentement des communautés locales qui ont exprimé leur désaccord avec le projet.



**AGISSEZ. DEMANDEZ LA LIBÉRATION DES
DÉFENSEURS DE L'EAU DE GUAPINOL ↗**

ont bloqué une autoroute en signe de protestation et ont **exigé** le retour des cinq personnes. Le Honduras a également connu de nombreuses **manifestations** pour protester contre le manque de nourriture dans le cadre du confinement lié à la pandémie. Les manifestants ont été dispersés avec une force excessive, la police utilisant des armes à feu et des gaz lacrymogènes.

Si le Costa Rica est un pays d'Amérique centrale qui présente un meilleur bilan que celui du Honduras en matière de respect des droits humains, l'activisme environnemental peut y être dangereux également. En 2020, les populations autochtones du Costa Rica ont subi une série d'attaques pour avoir défendu leurs terres. En février, **Jerhy Rivera**, un leader indigène qui avait défendu les terres de sa communauté, a été tué par un groupe armé venu envahir les terres. Il avait déjà été victime de violences et s'était vu accorder des mesures de protection par la CIDH. Le même mois, un autre dirigeant autochtone a reçu une balle dans la jambe ; son agresseur a été rapidement libéré. Des personnes ont manifesté devant le palais présidentiel pour demander justice, mais les violences ont continué. Les terres de Pablo Sibar, défenseur des terres autochtones, ont fait l'objet de **plusieurs incendies criminels** en mars, et d'autres personnes ont déclaré avoir reçu des menaces de mort. Le mois de juillet a été marqué par une série d'**attaques violentes** contre les communautés autochtones Bribri, Brörán et Maleku, en réaction à la réinstallation de populations autochtones et à la restitution de leurs terres ancestrales.

Les défenseurs brésiliens de l'environnement et des droits des peuples autochtones ne peuvent guère s'attendre à être protégés par un gouvernement qui nie le changement climatique. En juin, **deux autochtones Yanomami** de la communauté de Xaruma ont été tués par des orpailleurs illégaux. Le déplacement des orpailleurs illégaux vers les communautés autochtones a également contribué à la propagation de la COVID-19 dans ces communautés. Alors que la pandémie **gagnait** les communautés autochtones et que le gouvernement n'apportait qu'un soutien limité, la vulnérabilité des personnes âgées a fait craindre la disparition d'une génération de dirigeants autochtones et, avec elle, d'un précieux savoir ancestral. L'avenir était aussi menacé, en raison de la mort de plusieurs **enfants**. En réponse au rôle joué par les mineurs illégaux dans la propagation du virus, les organisations Yanomami ont lancé une campagne intitulée « **Miners Out, Covid Out** ». Suite à cela, la CIDH a accordé une **mesure de précaution** demandant au gouvernement brésilien de faire respecter les droits de la communauté Yanomami et de la protéger des risques liés à la COVID-19, y compris ceux causés par les mineurs illégaux.

Malgré cela, l'administration du Président Jair Bolsonaro a continué à tout faire pour mener la vie dure à ceux qui cherchent à défendre l'environnement et à protéger les terres de l'exploitation. En août, le gouvernement a même pris des mesures pour priver ces voix d'une tribune internationale, en **opposant son veto** à la participation du leader autochtone Nara Baré à une réunion sur les peuples indigènes de l'Organisation des États américains (OEA). Baré, qui dirige la Coordination des Organisations Indigènes de l'Amazonie Brésilienne, avait été invité à s'exprimer sur l'impact de la pandémie sur les peuples indigènes. L'ambassadeur du Brésil à l'OEA aurait demandé à ce que M. Baré soit retiré de la liste des invités, alors que sa participation avait été confirmée. Autre fait inquiétant, en novembre, il a été rapporté que le gouvernement était en pourparlers pour introduire un nouveau **cadre réglementaire** lui permettant de contrôler plus étroitement les OSC opérant dans la région amazonienne, bien que le gouvernement se soit ensuite rétracté suite à une **réaction négative** de la part du Parlement européen. La volonté du gouvernement brésilien de nier la réalité du changement climatique a même conduit au **licenciement** d'un haut responsable de l'agence spatiale nationale, pour lui avoir fourni des données sur la déforestation qu'il préférait occulter.

La Colombie a connu en 2020 une **recrudescence des homicides** visant des défenseurs de l'environnement, des dirigeants autochtones, des syndicalistes et des responsables communautaires. Des groupes rivaux se sont violemment affrontés pour revendiquer des territoires autrefois contrôlés par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et désormais considérés comme disponibles, à la suite de l'accord de paix conclu en 2016 entre les FARC et le gouvernement colombien, accord que ce dernier a largement **échoué** à mettre en œuvre. Les statistiques sont stupéfiantes. Selon un **rapport**, on dénombre en 2020 90 massacres ayant fait 383 victimes, auxquels s'ajoutent 310 dirigeants sociaux et 64 ex-combattants tués. **Selon l'analyse** de Front Line Defenders, quelque 53 % de tous les cas d'homicides visant des défenseurs des droits humains dans le monde en 2020 se sont produits en Colombie.

La situation s'est aggravée sous l'effet du confinement lié à la pandémie, qui a entraîné une augmentation des **attaques** contre les populations autochtones, les minorités ethniques et les défenseurs des droits humains. L'état d'urgence offrait une impunité apparente pour les homicides perpétrés, et les groupes armés **imposaient** leurs propres régimes brutaux de contrôle de la pandémie. Certaines réunions du mécanisme national de protection des personnes à risque



Des membres de la Guardia Indígena participent à une manifestation à Bogotá, en Colombie, lors de la grève générale du 21 octobre 2020. Photo par Diego Cuevas/Vizzor Image/Getty Images

ont été suspendues en raison de la pandémie, et ces personnes ont été confrontées à un **danger accru** dans la mesure où elles ont été contraintes de rester chez elles ou n'ont plus été en mesure de suivre les conseils des services de sécurité qui les invitaient à varier leurs déplacements afin d'éviter les attaques. En août, sur une période de deux semaines seulement, **au moins 39 personnes** ont été tuées lors de sept incidents différents. Nombre de ces personnes avaient défendu leur environnement local contre les incursions et les dégradations. De nombreuses communautés ont **perdu leurs dirigeants**, ceux qui avaient été le fer de lance des luttes pour les droits.

La population a **exprimé sa colère** face à cette situation désastreuse le 21 septembre 2020. Des milliers de personnes autochtones et d'afro-descendants, ainsi que des travailleurs, des enseignants et des étudiants, ont participé à une **grève nationale** pour protester contre le gouvernement. Les manifestants ont exigé la fin des assassinats, des massacres, des conflits armés et de la répression policière, et ont demandé à ce que des mesures soient prises pour lutter contre la hausse du chômage. La grève a été lancée par une coalition d'OSC, dont des syndicats. Une **autre grève** a eu lieu le 19 novembre. Pendant plusieurs jours, des manifestations ont été organisées dans la capitale, Bogotá, dans d'autres villes, dont Barranquilla, Cali, Cartagena, Medellín, Valledupar et Villavicencio, et dans les communautés rurales du **Catatumbo**, à la frontière entre la Colombie et le Venezuela.

Bien que le panorama soit incontestablement désolant pour de nombreux défenseurs d'Amérique latine, le Guatemala (voir ci-dessus) constituant un autre point chaud de la répression, certains événements ont montré la valeur et la nécessité du travail des militants de première ligne. Dans le nord de l'Amazonie péruvienne, après une résistance acharnée du peuple Achuar de Pastaza et de la nation Wampis, la compagnie pétrolière chilienne GeoPark a annoncé en juillet qu'elle **se retirait** de la région. Cette décision est le résultat d'années de **campagnes** et d'actes de résistance de la part des peuples autochtones. Le Gouvernement Territorial Autonome de la Nation Wampis et la Fédération de la nationalité Achuar du Pérou se sont tous deux opposés aux activités de GeoPark en raison de graves préoccupations concernant les conséquences environnementales potentielles, la menace pour leurs droits collectifs et les tensions sociales générées par la présence de l'entreprise dans leurs communautés. Les peuples Achuar et Wampis se considèrent comme les meilleurs gardiens des cinq millions d'acres de forêt amazonienne qui constituent leurs territoires ancestraux, et resteront vigilants face à de nouvelles tentatives probables d'exploitation de leurs terres.



Des autochtones participent à une caravane de bus à Bogotá, en Colombie, lors de la grève générale contre les politiques sociales et économiques, le 21 octobre 2020. Photo par Guillermo Legaria/Getty Images

ACCORD D'ESCAZÚ : UNE LUTTE RÉGIONALE, UN PAYS APRÈS L'AUTRE

En novembre 2020, le Mexique est devenu le 11ème pays à ratifier l'accord d'Escazú - l'Accord régional sur l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice à propos des questions environnementales en Amérique latine et dans les Caraïbes – en activant la clause qui a déterminé son entrée en vigueur en février 2021. Les négociations en vue de cet accord sur les droits environnementaux avaient commencé en 2015, et celui-ci a finalement été adopté en 2018, dans la ville costaricienne d'Escazú, après une large participation de la société civile qui a assuré l'inclusion d'engagements ambitieux, notamment sur le consentement préalable en connaissance de cause des communautés affectées, et la protection des défenseurs des droits humains environnementaux menacés. Escazú est le **premier** traité environnemental régional contraignant, et le premier au monde à inclure des dispositions relatives aux défenseurs des droits humains en matière d'environnement (voir le chapitre de ce rapport consacré à l'action de la société civile sur la scène internationale).

Les années qui ont suivi l'adoption de l'accord d'Escazú ont été caractérisées par un engagement continu de la société civile pour faire pression sur les gouvernements respectifs afin qu'ils le ratifient. Vingt-quatre des trente-trois pays de la région ont franchi au moins la première étape de la signature du traité ; mais certains pays qui avaient pris part aux négociations - dont le Honduras, avec son bilan particulièrement désastreux quant aux défenseurs des droits humains environnementaux - ne l'ont pas signé. En 2019, le **Guyana** a été le premier à le ratifier, en avril, suivi de la **Bolivie** en juin et de Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et l'**Uruguay** en septembre. Six pays l'ont ratifié en 2020, la plupart du temps à la suite d'un plaidoyer insistant de la société civile : l'**Équateur** l'a fait en février, **Antigua-et-Barbuda**, le **Nicaragua** et le **Panama** en mars, et l'**Argentine** et le **Mexique** ont suivi en septembre et novembre.

Au Pérou, cependant, la campagne de la société civile n'a pas abouti au résultat escompté. En octobre, avant la ratification par le Mexique, la société civile péruvienne s'attendait à ce que son pays soit le premier à ratifier l'accord et à déclencher son entrée en vigueur. Mais le 20 octobre, la Commission des affaires étrangères du Congrès péruvien a rejeté le projet de ratification, le condamnant avant même qu'il ne fasse l'objet d'un débat approfondi. Alors que les OSC environnementales ont mené une **campagne** énergique en faveur de la ratification, de puissants intérêts économiques ont activement exprimé leur **opposition**. Des groupes d'intérêt tels que la Confédération nationale des

institutions commerciales privées du Pérou, l'Association des exportateurs du Pérou et la Chambre de commerce de Lima ont exprimé leurs inquiétudes quant à l'accord, qu'ils ont accusé de porter atteinte à la souveraineté du Pérou, de nuire aux investissements et de générer davantage de bureaucratie et de coûts. Ces arguments des entreprises ont été répétés textuellement par les législateurs lors de la session du Congrès. Les OSC et les politiciens favorables à la ratification ont convenu que l'échec de la ratification de l'accord était le résultat d'une campagne de désinformation très bien menée, orchestrée par ceux dont les intérêts économiques sont servis par les contraintes minimales existantes.

Un autre pays qui a soulevé la controverse en refusant de ratifier l'accord est le **Chili**, qui, sous la direction de son précédent gouvernement, avait dirigé le processus de négociation de l'accord. Le ministère chilien des affaires étrangères et le ministère de l'environnement ont déclaré que l'accord était inacceptable parce qu'il contenait des obligations « ambiguës » susceptibles de créer une incertitude juridique et d'exposer le pays à des poursuites internationales. Le gouvernement a également répété une affirmation déjà formulée au Pérou, selon laquelle ses lois existantes sur les droits environnementaux étaient adéquates. Cette position devrait pourtant inciter à soutenir la ratification, puisque le gouvernement n'aurait rien à craindre. De même, au **Salvador**, malgré le **plaidoyer** de la société civile, le président Nayib Bukele a rejeté la ratification en contestant certaines clauses qu'il a qualifiées de non pertinentes pour son pays.

Au **Honduras**, des OSC comme le Forum social de la dette extérieure et du développement du Honduras et l'Instituto de Derecho Ambiental de Honduras (IDAMHO), ainsi que des dizaines d'organisations de la base, ont continué à plaider pour que leur gouvernement entame un processus de ratification de l'accord. Un avocat de l'IDAMHO a **reconnu** que la ratification de l'accord ne serait pas une solution magique aux problèmes rencontrés par des groupes tels que les défenseurs de l'eau de Guapinol (voir ci-dessus) ; en dépit de la ratification de l'accord, il reste encore énormément de chemin à parcourir pour informer les communautés à son sujet, et sur les droits qu'il leur confère. Mais dans un premier temps, face à la grande influence du secteur privé et au manque d'intérêt évident du gouvernement, il incombera aux OSC et aux défenseurs de l'environnement honduriens de maintenir la pression sur le gouvernement pour qu'il signe, ratifie et applique l'accord d'Escazú.

FOCUS SUR L'ASIE DU SUD-EST

Comme on peut le constater, l'Amérique latine reste une région très dangereuse pour les personnes qui défendent leur environnement local, mais ce n'est pas la seule partie du monde où les risques sont élevés. L'Asie du Sud-Est en est malheureusement une autre.

Le gouvernement autoritaire du Laos, État à parti unique, n'accepte guère de critiques concernant son programme de construction de barrages, soutenu par la Chine, car il cherche à exploiter sa position sur le Mékong pour vendre de l'électricité aux pays voisins. L'énergie hydroélectrique peut offrir une alternative moins néfaste pour le climat que la production d'électricité à partir du charbon et du pétrole et peut donc être considérée comme une réponse au changement climatique. Cependant, lorsque de tels projets sont entre les mains d'États non démocratiques au sein desquels la société civile ne peut pas défendre les bonnes pratiques et examiner les décisions, ils peuvent avoir des effets profondément négatifs sur les droits humains. L'expérience du Laos montre que l'action concernant le changement climatique doit garantir les droits et permettre aux gens d'agir afin de participer à la protection de leur environnement.

Les communautés qui vivent le long du fleuve subissent les conséquences du développement des barrages, à savoir les déplacements, les dommages sur l'environnement et les ressources locales telles que la pêche dont elles dépendent, et le risque d'exposition aux catastrophes. L'effondrement catastrophique d'un barrage en **juillet 2018** a démontré de manière saisissante le risque auquel les populations sont confrontées. À ce jour, on ignore combien de personnes sont mortes, car le gouvernement n'a pas répondu aux questions ni rendu de comptes, et a poursuivi son programme de construction de barrages après une courte interruption. Les demandes de justice sont restées lettre morte et au moins un activiste ayant interrogé le gouvernement sur sa réponse à l'effondrement du barrage est toujours en prison. Alors que le barrage reconstruit est désormais actif et produit de l'électricité vendue à la Thaïlande, les personnes **déplacées** par la catastrophe sont toujours logées dans des hébergements temporaires, n'ont pas été correctement indemnisées et luttent pour obtenir ce que des produits de première nécessité.

En mai, il a été **signalé** qu'un autre énorme projet de barrage était en cours, sans que les communautés concernées ne soient consultées. Dans un climat de **peur**

et de **censure**, la population du Laos ne dispose pratiquement d'aucun espace pour exprimer ses préoccupations. La société civile de la Thaïlande voisine, où les manifestations en faveur de la démocratie sont réprimées (voir le chapitre de ce rapport consacré à la démocratie en temps de pandémie) mais où les manifestations en faveur de l'environnement sont souvent plus tolérées, s'est **mobilisée** pour s'opposer aux incidences probables du barrage sur l'environnement. En mars, un nouveau signe du caractère périlleux de la situation pour les défenseurs de l'environnement et des droits fonciers est survenu : deux personnes ont été arrêtées pour avoir tourné une vidéo montrant la police en train d'**investir des terres** au nom de l'État, en défrichant des terres agricoles appartenant à la communauté afin de les cultiver, ce qui est une pratique courante de l'État. Les deux personnes ont été soumises à une « rééducation » et les autorités ont continué à ignorer les appels des villageois concernés : lorsqu'une délégation de 10 familles a tenté d'adresser une pétition au Premier ministre, on leur a dit de rentrer chez eux et d'arrêter de semer le trouble.

En raison du niveau de répression au Laos, les personnes qui ont pris part à l'une des rares **manifestations en ligne** en octobre ont dû faire preuve d'un grand courage. Visiblement inspirés par les manifestations en faveur de la démocratie en Thaïlande, les Laotiens ont utilisé le hashtag satirique « si la politique laotienne était bonne » sur Twitter, pour attirer l'attention sur leurs **frustrations** concernant l'exploitation des ressources naturelles, la corruption, la mauvaise gouvernance, le manque de démocratie, la pauvreté et les inégalités économiques.

La situation est similaire au Viêt Nam, qui, à l'instar du Laos, est un État à parti unique. Ce parti au pouvoir restreint fortement la liberté d'expression, notamment en ligne, et les figures dirigeantes du parti et de l'armée sont étroitement liées à de grands projets de développement économique ayant des répercussions majeures sur l'environnement. Ces dernières années, plusieurs blogueurs éminents ont été emprisonnés pour avoir dénoncé les répercussions environnementales de ces projets menés par l'État. En janvier, dans le village de Dong Tam, la police a mené une opération à l'encontre des habitants qui protestaient contre l'octroi d'un bail foncier à une société de télécommunications appartenant à l'armée. La police a **déclaré** avoir été victime de violences et, lors des violents affrontements, trois policiers et le chef du village, Le Dinh Kinh, ont été tués. Des dizaines de personnes ont été arrêtées et détenues au secret. Les autorités ont tenté d'imposer une chape de silence pour empêcher la diffusion de la version des événements présentée par les villageois, en intimidant

les blogueurs et en mobilisant une armée d'agents en ligne pour publier un flot de messages de soutien à la réponse du gouvernement, ainsi que de faux aveux censés provenir des villageois. Ces agents ont également déposé de nombreuses plaintes sur Facebook pour faire suspendre les profils des voix critiques. Plusieurs personnes ont été arrêtées pour avoir publié des messages sur les médias sociaux concernant cette affaire. Les autorités ont même gelé le compte bancaire d'un activiste qui collectait des dons pour soutenir la famille de Le Dinh Kinh. Malgré ces efforts pour promouvoir la version du gouvernement, des images de la veuve de Le Dinh Kinh, Du Thi Thanh, ont fait surface. Elle y déclare avoir été sévèrement battue et forcée de faire une fausse déclaration sur l'attaque, tandis que d'autres personnes ont rapporté que les villageois avaient été attaqués les premiers par la police.

Au Cambodge voisin, les défenseurs des droits environnementaux et fonciers se heurtent également à des forces économiques étroitement liées au parti au pouvoir et au Premier ministre le plus ancien du monde, Hun Sen. Ce dernier est au pouvoir depuis plus de 36 ans, faisant du Cambodge un État à parti unique de facto. À l'instar du Laos et du Viêt Nam, l'espace civique fermé du Cambodge, où la dissidence est fortement réprimée et où les médias sont **étroitement surveillés**, rend difficile toute prise de position contre des projets qui servent les intérêts des membres du gouvernement. Des groupes locaux de défense des droits fonciers et des droits humains ont révélé en juillet qu'un projet de développement massif d'une nouvelle banlieue de la capitale, Phnom Penh, **détruirait** des zones humides cruciales, ce qui entraînerait l'expulsion de centaines de familles et augmenterait considérablement le risque d'inondation pour les habitants de Phnom Penh. De proches alliés de Hun Sen, dont au moins un membre de sa famille, sont impliqués dans le projet, certains d'entre eux ayant loué des parcelles de terrain indispensables au projet et mises à disposition par le gouvernement.

En septembre, trois membres de l'OSC environnementale Mother Nature Cambodia ont été **arrêtés** alors qu'ils planifiaient une marche pacifique pour protester contre le comblement d'un lac dans le cadre de ce projet. Ils ont été placés en détention, sans possibilité de libération sous caution, et risquent des **peines de deux ans de prison** pour « incitation à provoquer le chaos social ». Le gouvernement a **accusé** Mother Nature Cambodia d'œuvrer en faveur de l'instabilité et de l'agitation sociale et l'a **dénoncée** comme une « organisation non autorisée », qui contrevient aux lois cambodgiennes sur les OSC, délibérément complexes et vagues.

Par ailleurs, en mars, quatre activistes écologistes ont été battus par des agents de sécurité privés et **arrêtés** pour avoir pénétré sur le terrain d'une entreprise sud-coréenne opérant au Cambodge qui, selon eux, pratiquait l'exploitation forestière illégale. En décembre, Sok Oudom, directeur d'une station de radio et d'un site Internet, a été **condamné** à 20 mois de prison en représailles à la publication, en mai, d'une diffusion en direct sur Facebook montrant des membres d'une communauté rurale défendant d'une prise de contrôle par l'armée des terres qui leur avaient été attribuées.

Dans tous ces cas, les défenseurs de l'environnement, des peuples autochtones et des droits fonciers ont été pris pour cible parce qu'ils ont osé s'attaquer à de puissants intérêts économiques. Ils se sont heurtés à un modèle économique dominant à l'échelle mondiale, qui offre une récompense financière en échange de l'extraction et de la destruction de l'environnement, un modèle qui n'accorde aucune valeur aux ressources environnementales, si ce n'est le profit qui peut être tiré de leur utilisation. Selon ce modèle, il semble qu'un certain nombre de décès humains, en particulier de ceux qui défendent les droits, soit considéré comme un coût acceptable. Il n'est pas aisé de concevoir qu'une action sérieuse contre la crise climatique, ainsi que la préservation des ressources communautaires qui ont une valeur au-delà de leur simple prix, puissent se concrétiser sans changer ce modèle.

L'ACTION EN FAVEUR DU CLIMAT : PLUS NÉCESSAIRE QUE JAMAIS

Dans les rues, les nombreux activistes climatiques ayant pris fait et cause pour le climat ces dernières années ont fait valoir leurs propositions alternatives. Avant la pandémie, ils espéraient que 2020 serait une année décisive pour l'action climatique. En fait, la pandémie a détourné l'attention de la nécessité urgente de corriger les effets néfastes du changement climatique. Mais les preuves de l'urgence de la situation ont continué de s'accumuler. Les mesures d'urgence et le ralentissement économique ont notamment eu pour effet de réduire temporairement les émissions de dioxyde de carbone. Cependant, soulignant l'ampleur du défi, l'Organisation météorologique mondiale a **indiqué** en novembre que les concentrations de gaz à effet de serre avaient très peu diminué. L'année 2020 a été l'année **la plus chaude** jamais enregistrée. Les mesures de confinement n'étaient pas le type d'action radicale et durable dont la crise climatique avait besoin. La pandémie a même eu son propre effet secondaire

néfastes pour l'environnement, à savoir une déferlante de déchets plastiques de protection.

Cette nécessité d'agir de toute urgence avait été signalée dès le début de l'année, lorsque les feux de brousse en Australie auraient tué au moins 34 personnes et tué ou déplacé près de **trois milliards d'animaux** ⁷. La majorité des Australiens ont été exposés aux fumées, qui se sont propagées jusqu'en Argentine. L'année pandémique a été une année marquée par les incendies, y compris dans des régions qui n'avaient jamais connu de feux de forêt **auparavant** ⁷. La canicule sibérienne qui a sévi en Russie au cours des premiers mois de 2020 et qui a provoqué des feux de forêt dans une région réputée pour son climat froid aurait, selon les recherches, été **presque impossible** ⁷ sans le changement climatique. En août, le Brésil a connu le **pire démarrage** ⁷ de sa saison annuelle d'incendies en Amazonie depuis dix ans, tandis que la zone humide du Pantanal, à la frontière du Brésil avec la Bolivie, a enregistré ses **pires incendies** ⁷ depuis plus de vingt ans. Le même mois, la Chine connaissait ses **pires inondations** ⁷ depuis des décennies, entraînant l'évacuation de 100 000 personnes. Les records ne cessaient de se multiplier, et les phénomènes



Des activistes se mobilisent pour réclamer une action en faveur du climat à Sydney, en Australie, le 10 janvier 2020, alors que les incendies font rage au pays. Photo par Brendon Thorne/Bloomberg via Getty Images

météorologiques extrêmes, autrefois rares, menaçaient de devenir la norme. En septembre, les autorités américaines étaient à **court de noms** ⁷ pour les ouragans, ayant fait le tour de l'alphabet. En septembre et octobre, la **glace de mer** ⁷ arctique a atteint son niveau le plus bas jamais enregistré.

Si la pandémie a suscité une nouvelle réflexion sur notre relation avec le monde naturel du fait de la nature zoonotique du virus, elle s'est également accompagnée de la crainte que les voies de la relance économique suivies par les États soient non durables et à forte émission de carbone. Après avoir pris des mesures d'urgence face à la pandémie, les États sont peut-être moins disposés à traiter le changement climatique comme l'urgence qu'il représente. Alors que les pays cherchent à sortir de cette crise et à se remettre rapidement, rien ne semble indiquer qu'ils aient l'intention de le faire par le biais d'approches de type « new deal vert » qui favorisent les emplois, les industries et l'énergie durables. En réponse à la pression des protestations, une série d'États puissants, dont le Danemark, la France, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la Corée du Sud et le Royaume-Uni, ont déclaré leur engagement à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Cependant, en 2021, la plupart des États agissent comme s'ils pouvaient encore attendre un peu avant de prendre des mesures en ce sens. Les engagements pris par les gouvernements - dans le cadre de l'accord de Paris, des déclarations d'urgence climatique et des plans « zéro carbone » - ont été contredits par les mesures qu'ils ont prises, à savoir la construction de nouveaux pipelines et de plus grandes routes, la progression des projets relatifs au charbon, au pétrole et au gaz, et les subventions en faveur des compagnies aériennes pendant la pandémie.

À mesure que les campagnes de vaccination sont déployées, du moins dans les pays riches, un autre danger réside dans le fait que les couches aisées de la population pourraient voyager et consommer comme jamais auparavant. Les mesures dont le monde a besoin pour lutter contre la catastrophe climatique pourraient être associées à tort, pour certains, aux inconvénients du confinement. En conséquence, il pourrait devenir plus difficile de passer des changements de comportements individuels à la mobilisation d'une pression collective sur les gouvernements et les grandes entreprises, comme l'ont fait avec succès les mouvements climatiques. Au niveau international, le report du sommet climatique COP26 signifie qu'une année a été perdue, et qu'il ne nous reste plus beaucoup de temps pour agir.

Sur une note plus positive, nombreux sont ceux qui restent convaincus de la nécessité d'agir. Au début de l'année 2021, le plus grand **sondage d'opinion** ⁷

jamais réalisé sur le changement climatique a révélé que deux tiers des personnes reconnaissent que le changement climatique est une urgence mondiale. Réalisé par le Programme des Nations unies pour le développement et impliquant 1,2 million de personnes dans 50 pays, le sondage a montré que les personnes de toutes les tranches d'âge s'accordent à dire que le changement climatique est une urgence mondiale, et la majorité des jeunes sont de cet avis. Un **sondage antérieur** ⁷ réalisé dans les principales économies européennes a montré que de nombreuses personnes affirmaient que leur soutien à l'action visant à respecter les engagements climatiques avait augmenté pendant la pandémie. La pandémie offrait la possibilité de faire une pause pour réfléchir et changer de cap.

En juillet, la pionnière du climat Greta Thunberg a été récompensée pour son rôle inspirant en matière d'action climatique par l'attribution du **prix Gulbenkian pour l'humanité** ⁷. Elle s'est engagée à faire don du million d'euros (environ 1,2



La militante suédoise Greta Thunberg brandit un panneau sur lequel on peut lire « Grève scolaire pour le climat » lors d'une manifestation à Lausanne, en Suisse, le 17 janvier 2020. Photo par Ronald Patrick/Getty Images

million de dollars) qui lui a été attribué à des actions de terrain visant à protéger l'environnement et à lutter contre la crise climatique, en particulier dans les pays du Sud. Mais en août, elle a déclaré que les dirigeants du monde avaient **gâché** ⁷ les deux années écoulées depuis le lancement de son mouvement de grève scolaire mené à titre individuel. Tout au long de l'année, les gens ont poursuivi leurs efforts pour maintenir la pression en faveur de l'action, en demandant instamment qu'aucune autre année ne soit gaspillée, et en se mobilisant par tous les moyens possibles. Les foules qui ont manifesté en 2019 n'ont pas renoncé à leur engagement en faveur de la justice climatique.

Dans le contexte de la pandémie, l'action en faveur du climat s'est poursuivie par le biais de divers moyens, notamment des campagnes, des actions de plaidoyer, des actions en justice, l'engagement auprès des organismes internationaux, des protestations en ligne, des protestations individuelles et à distance, des protestations de masse lorsque cela était possible, la désobéissance civile et l'action directe non violente, ainsi que par des réponses multiformes associant diverses formes d'action. Dans de nombreuses mobilisations, les participants à l'action comprenaient de jeunes activistes impliqués dans les grèves scolaires sous la bannière de Fridays for Future, des activistes du mouvement décentralisé Extinction Rebellion (XR), et des personnes associées à des mouvements et des OSC établis de longue date, tels que Greenpeace et une série d'OSC environnementales nationales et locales. De nombreuses actions se sont mobilisées sous la bannière XR, car il s'agit d'une campagne décentralisée qui encourage les gens à former leurs propres mouvements ; n'importe quelle personne peut agir sous le nom de XR et en utiliser les symboles si elle **s'engage** ⁷ à atteindre les trois objectifs, à savoir demander aux gouvernements de déclarer une urgence climatique, de réduire les émissions et de sauvegarder la biodiversité, mettre en place des assemblées de citoyens, et adopter ses 10 principes d'organisation, qui incluent la non-violence, l'inclusion et la non-hiérarchie.

Sous ces différentes bannières et souvent de leur propre initiative, les activistes ont à maintes reprises mis en évidence le fossé entre les paroles et les actes de leurs gouvernements en matière de climat, et les activités néfastes pour le climat des grandes entreprises, souvent transnationales. Si leurs efforts se sont heurtés au refus et parfois à la répression des autorités, ils ont également obtenu des avancées significatives. Il est certain que lorsque les rassemblements de masse seront à nouveau autorisés, les gens se réuniront en grand nombre pour maintenir la pression en faveur de l'action climatique.

MESURES CONCERNANT L'INDUSTRIE DES ÉNERGIES FOSSILES

De nombreux efforts de plaidoyer se sont naturellement concentrés sur les géants des énergies fossiles qui sont à l'origine de la dégradation du climat. En effet, vingt sociétés pétrolières, gazières et charbonnières - appartenant au secteur privé ou à l'État - sont responsables de **plus d'un tiers** de toutes les émissions de carbone. Le plaidoyer s'est attaqué à la fois aux industries et à ceux qui financent l'extraction, notamment les banques et les États.

En novembre, les activistes kenyans ont remporté une victoire historique contre l'industrie du charbon après qu'une banque chinoise, l'Industrial Commercial Bank of China, a **renoncé** à financer un projet de centrale thermique au charbon. Une **coalition** de groupes de pression avait mené une campagne de résistance acharnée contre le projet de construction de cette installation néfaste pour le climat sur l'île de Lamu, un site touristique majeur classé au patrimoine mondial de l'UNESCO. Grâce à ce plaidoyer, le permis environnemental de la centrale avait déjà été annulé en 2019, au motif qu'il y avait eu un manque de participation publique, comme l'exige la loi kényane sur l'environnement.

Des milliers de manifestants kényans sont également descendus dans la rue en septembre pour réclamer la réalisation d'actions contre le changement climatique, et le maintien des contrôles stricts du pays sur les déchets plastiques. En 2017, le Kenya a imposé l'interdiction la plus stricte au monde de l'utilisation, de la fabrication et de l'importation de sacs en plastique, après que des déchets plastiques censés être importés pour être recyclés se soient entassés dans les villes kényanes ; cette mesure a été considérée comme une avancée concernant les efforts visant à enrayer le flux de déchets nocifs vers les pays africains. Mais en 2020, les grandes compagnies pétrolières américaines, membres de l'American Chemistry Council, ont **fait pression** sur le gouvernement américain pour qu'il impose une annulation de l'interdiction dans le cadre des négociations commerciales avec le Kenya. Les activistes ont **exhorté** leur gouvernement à résister à cette pression, jusqu'à présent avec succès.

Le Japon est l'un des nombreux pays qui, en 2020, ont subi les conséquences de phénomènes météorologiques autrefois très rares, et qui deviennent plus habituels sous l'effet du changement climatique. En juillet, les **pluies les plus fortes** jamais enregistrées se sont abattues sur l'île méridionale de Kyushu, provoquant des



Des activistes allemands tentent d'occuper la mine de charbon à ciel ouvert de Garzweiler et les infrastructures gazières voisines, dans un acte de désobéissance civile, le 26 septembre 2020. Photo par Sascha Schuermann/Getty Images

inondations qui ont fait au moins 77 morts. Mais en 2020, les activistes ont réussi à porter un coup à l'industrie du charbon. En mars, des groupes environnementaux **ont protesté** contre le groupe financier Mizuho en raison de ses investissements dans le charbon, en se rassemblant devant son siège à Tokyo, en finançant une pleine page de publicité dans le Financial Times et en partageant le hashtag #ChangeMizuhoChangeWorld. La société civile a souligné que Mizuho était l'un des plus grands groupes financiers mondiaux de la construction de centrales électriques au charbon. Parallèlement aux protestations, l'activisme a pris la forme d'une résolution des actionnaires, soumise en mars, demandant à la banque de présenter un plan et des objectifs pour s'aligner sur l'Accord de Paris. C'était la première fois que les actionnaires d'une société japonaise cotée en bourse soumettaient une résolution relative au changement climatique. La pression a porté ses fruits et, avant sa réunion d'avril, Mizuho a déclaré qu'elle **cesserait de financer** de nouvelles centrales au charbon et de consentir des prêts pour des projets liés au charbon d'ici à 2050. La société civile a **salué** cette décision, tout en critiquant l'échéance de 2050, jugée trop lointaine, et en pointant du doigt l'existence de certaines failles, que la banque doit continuer à corriger. Elle s'est également engagée à maintenir la pression sur les autres banques japonaises, qui figurent parmi les dernières banques au monde à accorder des prêts pour des projets liés au charbon.

L'industrie du charbon a fait l'objet d'une attention particulière en Allemagne également. En septembre, des centaines d'**activistes anti-charbon** ont participé à une manifestation dans une vaste mine de charbon située près de la ville de Cologne, dénonçant la décision du gouvernement d'exploiter et de brûler le charbon jusqu'en 2038, ce qui, selon eux, ne permettra pas de réduire les émissions de l'Allemagne assez rapidement. Les propositions actuelles visent à **étendre davantage** la mine à ciel ouvert, ce qui entraînerait la destruction de plusieurs villages voisins. Les activistes ont indiqué qu'environ 3 000 personnes ont participé à la manifestation, et que certains manifestants ont été arrêtés après avoir franchi les lignes de police. Plusieurs journalistes ont déclaré avoir été **empêchés** par la police de prendre des photos et de filmer alors qu'ils tentaient de couvrir la manifestation.

Il s'agissait de l'une des nombreuses actions de lutte contre la crise climatique observées en Allemagne en 2020, ce qui témoigne de la nature et la présence politique de longue date du mouvement environnemental du pays, qui remonte à plusieurs générations. Outre l'industrie du charbon, les activistes allemands ont



En février 2020, des activistes du Parti vert du Royaume-Uni célèbrent une décision judiciaire contre un projet d'expansion de l'aéroport d'Heathrow. Photo par Leon Neal/Getty Images

protesté contre le développement d'infrastructures qui contribueront davantage à la dégradation du climat. En octobre, les activistes du mouvement XR ont organisé une **semaine de protestations** contre les projets d'aéroports et d'autoroutes, en **organisant** un sit-in devant le ministère des transports et une « marche des arbres morts ». La police a expulsé certains manifestants qui s'étaient eux-mêmes fixés au sol avec de la bande adhésive. Les manifestants du mouvement ont également tenté d'empêcher la destruction d'une partie de la forêt de Dannenröder, dans l'État de Hesse, dans le but de construire une extension d'autoroute. Lorsque le défrichage d'une portion de forêt occupée par des activistes depuis 2019 a **commencé** en octobre, des milliers de personnes supplémentaires **se sont rassemblées**, faisant valoir que la disparition d'une forêt ancienne allait à l'encontre des engagements climatiques de l'Allemagne. La police a arrêté les activistes qui occupaient le site. Les protestations ont notamment consisté en une occupation du bureau du représentant de l'État de Hesse à Berlin et une manifestation massive de cyclistes qui a provoqué la fermeture d'un tronçon de route. En novembre, la police a commencé à **retirer** les barricades et les cabanes dans les arbres qui avaient été érigées par les occupants.

En France, des manifestants pour le climat ont **bloqué** l'aéroport de Bordeaux en octobre ; sept activistes ont été arrêtés et risquent jusqu'à cinq ans de prison. Aux Pays-Bas en décembre, des activistes du mouvement XR ont également organisé une **manifestation** à l'aéroport Schiphol d'Amsterdam, l'une des principales plates-formes aériennes d'Europe, bloquant deux des entrées de l'aéroport. Certains manifestants ont fixé leurs mains au sol et d'autres ont formé des chaînes humaines ; quatorze personnes ont été arrêtées. Les manifestants s'opposaient au soutien accordé à l'aéroport dans le cadre de la pandémie et à la faible taxe sur le carburant aérien, et demandaient la fermeture de l'aéroport en raison de ses fortes émissions. De même, en Finlande, le soutien de l'État à Finnair, la compagnie aérienne nationale, pendant la pandémie, sans aucune condition environnementale, a été l'une des causes des protestations. Parmi les autres sujets de préoccupation, citons l'implication d'une entreprise publique dans la production d'électricité issue du charbon dans d'autres pays, et la poursuite des pratiques de combustion de tourbe en Finlande. Une **grève de la faim** de douze jours a eu lieu en août, les manifestants campant devant le Parlement et demandant au gouvernement d'agir pour réduire les émissions.

Les industries aéronautique et pétrolière ont également été la cible de l'activisme climatique en Nouvelle-Zélande. En décembre, dans la ville de Christchurch, des

manifestants de XR se sont opposés aux projets de construction d'un nouvel aéroport, s'allongeant sur le sol et **feignant être morts** lors d'une réunion du conseil municipal qui discutait de ces projets. Le conseil municipal ne pouvait pas arriver plus mal à propos, la réunion ayant lieu un jour seulement après que le nouveau gouvernement néo-zélandais a déclaré l'**urgence climatique** et s'est engagé à atteindre la neutralité carbone de son secteur public d'ici 2025. Auparavant, en mars, les manifestants de XR avaient protesté contre l'extraction de combustibles fossiles en escaladant une **plate-forme pétrolière** qui prospectait du pétrole et du gaz, lors de son passage dans le détroit de Cook, qui sépare les principales îles de la Nouvelle-Zélande. Les activistes néo-zélandais pour le climat vont maintenant faire pression sur le gouvernement pour qu'il respecte ses engagements.

Au Canada, à l'image des **années précédentes**, les protestations se sont concentrées sur la construction d'oléoducs. Lors des **manifestations** organisées en février contre la construction du gazoduc Coastal GasLink en Colombie-Britannique, des personnes ont bloqué des lignes de chemin de fer et l'accès à un chantier de construction. Des membres de la nation autochtone Wet'suwet'en ont clairement fait savoir qu'ils n'avaient pas donné leur accord au projet. Un camp de protestation a été **évacué** de manière agressive par une police militarisée accompagnée de chiens, et six personnes ont été arrêtées, tandis que de **nombreux journalistes** ont rapporté que la police les avait empêchés de couvrir l'opération. La descente a cependant eu l'effet inverse de celui escompté, déclenchant des protestations plus larges à travers le Canada, tandis que de nombreuses autres barricades ferroviaires ont été érigées, causant des **semaines de perturbations**.

Les manifestations se sont également poursuivies contre l'oléoduc Trans Mountain, un vaste projet en cours de développement qui doit relier l'Alberta à la côte de la Colombie-Britannique. L'oléoduc controversé, pris en charge par le gouvernement canadien en 2018, va à l'**encontre** des engagements du Canada en matière de changement climatique, du positionnement international de son Premier ministre Justin Trudeau qui se présente comme un responsable soucieux de l'environnement, et d'une déclaration d'urgence climatique prononcée en 2019 par le Parlement canadien. Le projet est apparu encore plus aberrant lorsque, en janvier 2021, le président Joe Biden a **annulé** le permis accordé par les États-Unis pour l'oléoduc et le gazoduc Keystone XL, destiné à transporter le pétrole des sables bitumineux de l'Alberta, au Canada, vers les raffineries américaines, et qui avait longtemps fait l'objet de protestations.



Des activistes manifestent devant la Cour suprême des États-Unis alors que les plaidoiries sont entendues dans une affaire concernant l'Atlantic Coast Pipeline. Photo par Mark Wilson/Getty Images

En 2020, les populations autochtones, dont les terres situées le long du tracé de l'oléoduc seront touchées, ont continué à protester contre le pipeline Trans Mountain. En octobre, des membres de la nation Secwepemc ont établi un nouveau **camp de protestation** près d'un chantier de construction ; plusieurs des manifestants ont ensuite été **arrêtés**. Le mois suivant, des activistes de XR ont **bloqué** une voie ferrée sur le tracé de Trans Mountain, exprimant ainsi leur solidarité avec les Premières Nations qui s'opposent au projet. En janvier, des autochtones, des activistes du mouvement XR et d'autres groupes environnementaux **ont protesté** contre un projet de mine de sables bitumineux en Alberta, tandis qu'en mars, une foule de manifestants a **bloqué** les rues de Toronto pour prendre position contre l'assemblée annuelle de l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs, l'organisme regroupant les membres de l'industrie minière canadienne. Leur déclaration dénonçant les répercussions de l'exploitation minière sur l'environnement et les droits humains a été soutenue par plus de 50 OSC.

Les initiatives essentielles d'activisme environnemental telles que les manifestations anti-pipeline au Canada ont cependant été potentiellement compromises par



Un activiste écologiste éteint une maquette en feu devant la Banque centrale européenne à Francfort, en Allemagne, pour protester contre son financement des combustibles fossiles, en octobre 2020. Photo par Alex Kraus/Bloomberg via Getty Images

l'adoption, en juin dans la province de l'Alberta, d'une **nouvelle loi** ⁷ inquiétante, le Critical Infrastructure Defence Act. Cette loi interdit aux gens de pénétrer, d'entraver, d'interférer ou d'endommager ce qui est défini de manière vague comme une « infrastructure essentielle », ce qui pourrait criminaliser les manifestations anti-pipeline et un ensemble d'autres manifestations. En réponse, l'Alberta Union of Provincial Employees a entamé une **action en justice** ⁷ au motif que la loi viole la Charte canadienne des droits et libertés, un texte constitutionnel qui protège les libertés fondamentales, notamment les droits civiques.

La loi de l'Alberta est similaire à un ensemble de lois récemment adoptées par plusieurs États américains pour criminaliser les manifestations à proximité de sites désignés comme des infrastructures essentielles, dans le but de réprimer les manifestations anti-pipeline. En mars, **trois États** ⁷ - le Kentucky, le Dakota du Sud et la Virginie occidentale - ont renforcé cette tendance inquiétante en adoptant de nouvelles lois visant à protéger davantage les sites de combustibles fossiles contre les protestations. En Tasmanie, en Australie, les défenseurs de l'environnement ont également été confrontés à une **proposition de loi** ⁷ sévère qui **criminaliserait les manifestations** ⁷ dans des lieux considérés comme des lieux de travail et qui

pourrait entraîner des peines de prison. Cette proposition de loi semble viser à empêcher les protestations contre l'exploitation forestière dans les forêts de Tasmanie, où elles sont de plus en plus entravées. En février, quatre activistes opposés à l'exploitation forestière de la Fondation Bob Brown ont été **arrêtés** ⁷ pour avoir tenté d'empêcher l'abattage d'arbres. Pour des raisons de sécurité, les militants se sont vus **interdire** ⁷ de manifester dans les forêts, une restriction que la Fondation a tenté de faire annuler par voie judiciaire.

L'industrie pétrolière a été au cœur des protestations en plusieurs lieux en dehors du Canada. Lorsqu'un forage de prospection pétrolière a été entrepris dans les eaux des Bahamas à la fin de l'année 2020, des personnes **ont protesté** ⁷ contre les dommages environnementaux probables, attirant l'attention sur les impacts potentiels sur les zones marines protégées et les stocks de poissons, le risque de déversements de pétrole et l'augmentation des émissions. Il est à noter que les Bahamas sont un groupe d'îles **de faible altitude** ⁷, vulnérables à l'élévation du niveau de la mer. Le Bahamas National Trust et Greenpeace se sont associés à plus de 130 organisations, entreprises et particuliers pour demander que le patrimoine écologique unique des îles soit protégé. Les activistes à bord du navire Rainbow Warrior de Greenpeace **ont montré leur soutien** ⁷ aux activistes bahaméens. La société civile a attaqué le gouvernement et la compagnie pétrolière en justice pour tenter de rendre publics les permis secrets autorisant le forage ; une pétition en ligne, organisée par **Our Island, Our Future** ⁷ (« Notre île, notre avenir »), a recueilli plus de 76 000 signatures contre le forage pétrolier. Bien qu'il ait été **annoncé** ⁷ en février 2021 que le forage n'avait pas permis de trouver des réserves de pétrole commercialement exploitables, les activistes ont continué à réclamer une interdiction permanente du forage, et certains ont fait pression pour que les Bahamas organisent un référendum sur la question. L'exploration pétrolière se poursuit dans les eaux de nombreuses autres îles des Caraïbes, rencontrant à chaque fois la résistance de la société civile.

L'annonce de la poursuite de l'exploration pétrolière dans la mer de Norvège a été l'une des causes des **manifestations** ⁷ organisées par XR sur plusieurs sites de la capitale norvégienne, Oslo, en septembre. Les mobilisations comprenaient des protestations devant les ministères du gouvernement, un barrage routier et une chaîne humaine, tandis que certains manifestaient en costumes de poissons. Environ 40 personnes ont été **arrêtées** ⁷. Le même mois, en Suède, des activistes de Greenpeace ont **bloqué** ⁷ une raffinerie de pétrole pour protester contre son projet d'expansion. Six personnes ont été arrêtées à la fin de la manifestation.

Outre les actions de rue, les tribunaux sont de plus en plus utilisés pour tenter d'obliger les gouvernements à rendre des comptes sur l'absence d'action climatique et le non-respect des accords sur le climat. En Estonie, les activistes de Fridays for Future ont profité de la dynamique du mouvement de grève des écoles en avril pour **lancer** un défi juridique contre la construction d'une nouvelle usine d'huile de schiste. Sa requête juridique, acceptée par le tribunal en **mai**, demande l'annulation du permis de construction de l'usine au motif qu'elle enfreint les engagements internationaux de l'Estonie en matière de changement climatique, ce qui constitue une première historique en Estonie. Parmi les tentatives les plus marquantes de litige international, au niveau européen, six jeunes Portugais - âgés de 8 à 21 ans - s'associent pour **agir en justice**. En septembre, ils ont déposé une plainte auprès de la Cour européenne des droits de l'homme. Leur plainte vise 33 des 47 États membres du Conseil de l'Europe pour leur incapacité à prendre des mesures efficaces contre le changement climatique et le préjudice qui sera causé à leur vie et à leurs moyens de subsistance futurs. Loin de considérer la plainte comme frivole en raison de l'âge de ses auteurs, la Cour l'a non seulement acceptée, mais a également estimé qu'elle devait être traitée en priorité, ce qui laisse espérer que certains des grands émetteurs européens, comme l'Allemagne, la Pologne et la Russie, seront invités à répondre de leurs insuffisances en matière de climat.

Les personnes vivant à proximité des sites affectés par l'industrie des combustibles fossiles ont également protesté. Ceux qui vivent à proximité des champs pétrolifères de Melut et de Palouch, dans la région du Haut-Nil au Sud-Soudan, ont **manifesté** en août pour dénoncer les effets de l'exploitation pétrolière sur l'environnement local. Parmi les effets qui ont été **signalés** figurent des fausses couches, des malformations congénitales et d'autres problèmes de santé majeurs. Les habitants n'ont constaté que la pollution et les perturbations, mais aucun bénéfice provenant du pétrole présent sur leur territoire. Lors des manifestations, ils ont bloqué des routes et une piste d'atterrissage ainsi que l'accès à la compagnie pétrolière.

En février, Tuul Erdenebileg a **pris la tête** de la première grève pour le climat du mouvement Fridays for Future en Mongolie. La nécessité d'une vigilance environnementale en Mongolie a été mise en évidence par les habitants de la région d'Erdenetsagaan, près de la frontière orientale de la Mongolie avec la Chine, où la communauté locale s'est organisée pour faire campagne contre les sociétés minières qui ont causé des dommages au sein de leurs quartiers. L'exploitation minière à grande échelle a menacé le mode de vie des éleveurs semi-nomades traditionnels : les sources se tarissent et les nuages de poussière polluent la nourriture et le sol.



XR organise un « die-in » le jour de la Toussaint, le 1er novembre 2020, devant le Parlement espagnol à Madrid, pour honorer la mémoire des personnes décédées en raison de la crise climatique. Photo par Pablo Blazquez Dominguez/Getty Images

Les OSC locales ont aidé les résidents à plaider auprès du gouvernement, qui est intervenu pour **faire appliquer** les lois sur l'exploitation minière et révoquer les licences des pires contrevenants.

Les habitants de l'île Maurice ont fait l'expérience directe des effets dévastateurs de la pollution pétrolière. En août, une marée noire provenant d'une épave de navire a mis en péril la **biodiversité unique** de l'île et tué de nombreux dauphins et baleines. Environ 100 000 personnes - une proportion considérable des quelque 1,3 million d'habitants du pays - ont **défilé** dans la capitale, Port Louis, en colère contre la **lenteur** et l'inadéquation de la réponse de leur gouvernement à la crise environnementale ; ces personnes ont exigé une enquête. Les manifestations se

sont poursuivies⁷ en septembre, et de nombreuses personnes ont appelé le gouvernement à démissionner. Les gens se sont habillés en noir pour symboliser la couleur du pétrole, et les groupes de la diaspora mauricienne se sont mobilisés⁷ dans d'autres pays, notamment en Australie, au Canada, en France et au Royaume-Uni. Parallèlement, un effort volontaire⁷ a été organisé pour réparer les dommages : la réponse du gouvernement étant inadéquate, des groupes environnementaux et des milliers de volontaires ont risqué leur vie pour improviser des barrières avec de la paille, des feuilles de canne à sucre et même leurs propres cheveux, que les gens coupaient et donnaient pour aider à absorber le pétrole.

Les populations ont également protesté contre une autre conséquence des industries de combustibles fossiles qu'ils subissent dans leurs villes, à savoir la pollution atmosphérique. À Sarajevo, capitale de la Bosnie-Herzégovine⁷, en janvier, avant même l'arrivée de la pandémie, des manifestants ont défilé en portant un masque d'un type différent de ceux qui deviendraient bientôt communs, conçu pour filtrer l'air pollué. Ils attiraient l'attention sur les niveaux dangereusement élevés de pollution atmosphérique de la ville, bien supérieurs aux niveaux de sécurité européens. En juin, dans le cadre de leurs actions mondiales, les activistes de XR Hong Kong⁷ se sont concentrés sur le problème de la pollution de l'air : ils ont placé 35 chaussures sur le sol et ont organisé un « die-in » dans un cimetière pour représenter le nombre de personnes tuées dans la ville chaque semaine en raison de la mauvaise qualité de l'air. Les activistes écologistes se sont concentrés sur la pollution de l'air au Kazakhstan⁷, en prenant le risque de subir la répression (voir ci-dessous). La pollution atmosphérique est également à l'origine de l'action de la plus jeune activiste pour le climat au monde, l'Indienne Licypriya Kangujam⁷. En février, alors qu'elle n'avait que huit ans, Licypriya avait déjà à son actif une année de manifestations pour le climat devant le Parlement de son pays. Elle a fait campagne à la tête du Child Movement, qu'elle a fondé, pour que des lois soient adoptées afin de remédier au problème de la mauvaise qualité de l'air dans toute l'Inde, et pour que le changement climatique devienne une matière obligatoire à enseigner dès le plus jeune âge dans les écoles indiennes.

LA PROTESTATION DANS LE CADRE DE LA PANDÉMIE

La pandémie a contraint les gens à rechercher des moyens alternatifs pour préserver le militantisme. En mars, lorsqu'il est devenu impossible d'organiser des grèves hebdomadaires, Greta Thunberg a lancé une série de webinaires⁷ hebdomadaires,

« talks for future », pour tenter de maintenir la participation au mouvement. Les jeunes activistes climatiques d'Asie se sont réunis en ligne⁷ pour organiser le premier Asia Climate Rally en novembre. Ce rassemblement a réuni des activistes de Hong Kong, d'Inde, d'Indonésie, de Malaisie, du Népal, du Pakistan, des Philippines, de Singapour et de Corée du Sud. Son objectif consistait à faire pression sur leurs gouvernements respectifs, les multinationales et d'autres institutions afin qu'ils satisfassent leurs revendications, qui comprennent la protection des défenseurs de l'environnement et des droits humains, le renforcement des lois sur le climat et l'environnement, et l'obligation de rendre des comptes pour les grands pollueurs.

Lorsque la grève mondiale pour climat prévue en avril s'est avérée irréalisable, le mouvement allemand pour le climat a trouvé un autre moyen de continuer à rendre la crise visible. Les activistes ont rassemblé plus de 1 000 pancartes⁷ utilisées par les grévistes climatiques de tout le pays et les ont déposées devant le Parlement fédéral allemand. Des dizaines de milliers de personnes ont également pris part à une protestation en ligne. Les activistes des Pays-Bas se sont mobilisés de la même manière, rassemblant⁷ plus d'un millier de chaussures de tout le pays et les plaçant devant le Parlement du pays en signe de soutien continu à l'action pour le climat. Lorsque les restrictions ont été quelque peu assouplies en septembre, les activistes néerlandais de XR en ont profité pour organiser une série de manifestations⁷ à Amsterdam, notamment un barrage routier et une manifestation à l'intérieur d'un magasin de vêtements, axée sur la responsabilité de la mode éphémère en ce qui concerne le changement climatique, et sur le travail forcé⁷ des Ouïgours de Chine dans les usines de confection. À l'occasion du « Black Friday », le week-end au cours duquel les gens sont incités à faire des achats en profitant d'offres spéciales, des manifestations ont eu lieu dans 15 villes néerlandaises⁷, afin de mettre en évidence la surconsommation et son rôle vis-à-vis du changement climatique. À Amsterdam, des manifestants ont notamment proposé de réparer les vêtements des gens pour les encourager à les porter plus longtemps.

En Grèce⁷, lorsque les restrictions liées à la pandémie ont été assouplies en juin, les gens sont sortis manifester en réaction à une législation environnementale controversée adoptée sans véritable débat et dans le contexte du confinement, alors que la population ne pouvait se mobiliser. Alors que la loi était présentée comme une initiative modernisatrice favorisant le développement durable, les manifestants lui ont reproché de favoriser les gros investissements au détriment de la protection des environnements locaux, d'autoriser des projets dont l'emplacement est inapproprié et qui n'offrent pas les meilleures garanties de

réduction des émissions. Elle pourrait même permettre le forage de puits de pétrole et de gaz dans des zones auparavant protégées pour préserver leur biodiversité.

Aux États-Unis, les jeunes activistes pour le climat, empêchés de se réunir en grand nombre à cause de la pandémie, ont décidé de lancer une campagne visant à encourager les jeunes à **voter** ↗, et à le faire pour des candidats engagés dans l'action pour le climat, lors des élections de novembre. Les **activistes** ↗ ont utilisé le démarchage par téléphone, les médias sociaux et les réseaux d'amitiés pour convaincre d'autres jeunes. Parallèlement, les manifestations hebdomadaires « **Fire Drill Fridays** ↗ » aux États-Unis, ayant donné lieu à de nombreuses **arrestations** ↗ avant la pandémie, se sont déplacées en ligne. L'actrice et activiste pour le climat Jane Fonda a **réutilisé** ↗ ses routines d'entraînement emblématiques des années 1980 via TikTok afin d'obtenir du soutien en faveur de l'action pour le climat.



Des activistes projettent des images sur la façade de l'hôtel Trump International à Washington, DC, alors que les feux de forêt font rage aux États-Unis, le 21 octobre 2020. Photo par Jemal Countess/Getty Images pour Climate Power 2020

La France a connu une avancée en 2020, avec l'annonce d'un **projet de loi** ↗ sur l'écocide, qui prévoit de considérer les dommages intentionnels graves à l'environnement comme une infraction pénale. Il est encourageant de noter que l'idée de cette proposition de loi n'est pas venue du gouvernement mais d'une **assemblée de citoyens** ↗, qui a réuni 150 personnes choisies au hasard pour discuter des politiques relatives à la crise climatique. Cette initiative tend à prouver que le modèle d'assemblée de citoyens, souvent réclamé comme une demande clé dans l'activisme climatique, peut réellement fonctionner comme une manière de surmonter les impasses politiques et de faire émerger des solutions, et que les mobilisations de masse peuvent influencer les programmes et les décisions. La **Fondation Stop Ecocide** ↗ promeut l'idée de définir l'écocide comme un crime international (voir le chapitre de ce rapport sur la société civile sur la scène internationale). Comme l'affirme **Jojo Mehta** ↗ de Stop Ecocide, l'espoir peut également provenir des processus de démocratie délibérative au niveau national :

Après les **manifestations** ↗ des gilets jaunes, déclenchées par l'augmentation des taxes sur les carburants, le président Macron a convoqué une Assemblée citoyenne sur le climat, donnant à 150 citoyens français choisis au hasard un mandat pour débattre et proposer des politiques pour faire face à la crise climatique. Et l'Assemblée citoyenne est revenue avec une proposition pour criminaliser l'écocide ! Si vous demandez aux gens, pour la plupart d'entre eux, la criminalisation de l'écocide est la solution évidente.

Depuis lors, une loi a été proposée en France. C'est une version très édulcorée par rapport à la proposition de l'Assemblée, mais elle nous a quand même donné l'occasion de faire du bruit et d'avoir une conversation plus large.

Jusqu'à présent, six gouvernements nationaux ont manifesté leur intérêt pour l'inclusion de l'écocide dans leur législation ou leurs programmes gouvernementaux. Il y a également 11 États dont des parlementaires sont intéressés par la définition sur laquelle nous travaillons.

La récente **vague** ↗ d'activisme et de mobilisation de base nous a beaucoup aidés. Des grèves des écoles inspirées par Greta Thunberg, aux actions d'Extinction Rebellion au Royaume-Uni et au mouvement Sunrise aux États-Unis, il y a eu un état de mobilisation générale dans les rues. Cela a permis de faire passer la conversation dans les médias et a été repris par les gouvernements. La crise climatique et écologique fait de plus en plus partie du discours dominant, ce qui est largement attribuable à la mobilisation publique.

LA JOURNÉE MONDIALE D'ACTION POUR LE CLIMAT 2020

La Journée mondiale d'action pour le climat de septembre a donné lieu à des **milliers de mobilisations** à travers le monde. Si les chiffres étaient évidemment bien inférieurs à ceux de la Journée mondiale de 2019, qui avait suscité une énorme affluence, de nombreuses personnes se sont mobilisées en ligne ou en groupes, en respectant les normes de sécurité et de distanciation, afin de soutenir la lutte pour le climat. L'une des innovations a été un appel Zoom de 24 heures, au cours duquel des personnes du monde entier ont partagé leurs histoires sur le climat et se sont échangés de conseils concernant l'activisme, soulignant que le changement climatique est une cause de préoccupation mondiale.

En Inde, les grèves et les manifestations organisées à l'occasion de la Journée mondiale d'action ont mis en évidence les conséquences de la canicule qui s'aggrave dans le pays. Aux Philippines, les gens ont défilé pour exprimer leurs inquiétudes face à la crise climatique, mais aussi concernant l'utilisation abusive par le gouvernement de lois radicales visant à restreindre les manifestations, y compris celles portant sur des questions environnementales. Au Bangladesh, un pays particulièrement vulnérable aux inondations, l'action a attiré l'attention sur la menace que représente l'élévation du niveau de la mer. Les activistes de Fridays for Future ont organisé une **grève des chaussures** au cours de laquelle les gens ont enlevé leurs chaussures pour exprimer leur vulnérabilité face au changement climatique et demander une compensation aux pays qui en sont les principaux responsables.

En Afrique du Sud, la **Climate Justice Coalition**, une alliance de syndicats sud-africains, d'organisations de base et communautaires et d'autres OSC, a défilé devant les départements des finances et de l'énergie du siège du gouvernement à Pretoria, appelant à une reprise verte et plus juste après la pandémie, et à une augmentation de l'utilisation des **énergies renouvelables**. Les activistes sud-africains ont **souligné** les liens entre les crises climatiques et d'autres grands fléaux, notamment le chômage, la pauvreté, la violence sexiste et les inégalités.

La jeune activiste pour le climat **Vanessa Nakate**, qui a lancé le mouvement Fridays for Future ougandais, a pris la tête d'une **marche** dans la capitale, Kampala. La marche a attiré l'attention sur les graves conséquences du changement climatique sur le continent africain, une injustice particulière dans la mesure où, historiquement, l'Afrique n'a contribué qu'à hauteur de **3 %** aux émissions mondiales de gaz à effet de serre. Cependant, sous le gouvernement du président autoritaire Yoweri Museveni, les protestations, quelles qu'elles soient, ne sont jamais chose aisée (voir également le chapitre de ce rapport sur la démocratie sous la pandémie), et plus de vingt jeunes activistes ougandais pour le climat ont été arrêtés par la police, sous prétexte qu'ils n'avaient pas obtenu l'autorisation pour organiser une manifestation.

Ce jour-là, Greta Thunberg a **retrouvé** son emplacement habituel devant le Parlement suédois, mais l'événement était limité à une présence de moins de cinquante personnes et celles-ci ont respecté la distanciation pour se conformer à la réglementation relative à la pandémie. En Allemagne, l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie a permis aux activistes de Fridays for Future d'organiser leur première grève collective à l'occasion de la Journée mondiale d'action, étant donné que le virus avait contraint les gens à faire grève de manière isolée. Des milliers de personnes **se sont rassemblées** dans les rues d'Allemagne.

Juste avant la Journée mondiale, la jeune activiste britannique Mya-Rose Craig a organisé la **grève pour le climat** la plus septentrionale jamais réalisée, depuis un morceau de glace de mer dans le cercle polaire arctique. Mya-Rose Craig remet en question les stéréotypes britanniques sur l'activisme pour le climat, en s'appuyant sur sa notoriété sur Internet en tant que jeune ornithologue issue d'une minorité ethnique, dans le but de promouvoir l'activisme en faveur du climat. Son organisation, Black2Nature, encourage les personnes noires et les personnes issues des autres minorités ethniques visibles du Royaume-Uni à jouir d'un accès égal aux espaces naturels dont ils sont souvent exclus.



Des manifestants arborent des banderoles contre le changement climatique sur leur vélo lors de la Journée mondiale d'action pour le climat 2020 à Leiden, aux Pays-Bas. Photo par Getty Images News

CONTRECROUP ET RESTRICTION

La difficulté de progresser dans le domaine du climat a toutefois été signalée aux Pays-Bas par une succession de **manifestations d'agriculteurs** qui ont eu lieu en 2019 et 2020. Lors de ces protestations, les agriculteurs ont utilisé leurs tracteurs pour bloquer des routes et occuper des espaces publics. Les protestations se sont mobilisées en réaction à une proposition visant à réduire drastiquement le nombre de têtes de bétail afin de réduire les émissions d'azote agricole, un facteur clé du changement climatique. Plus généralement, les manifestants se sont plaints de ce qu'ils considèrent comme une réglementation excessive du secteur agricole et du manque de respect accordé aux agriculteurs. En juillet, une cinquantaine d'agriculteurs ont été **arrêtés** après avoir bloqué la route avec leurs tracteurs pour protester contre une nouvelle loi sur l'alimentation du bétail. Bien que les rassemblements aient été revendiqués comme des mobilisations populaires d'agriculteurs, il est apparu que ces derniers recevaient un **soutien financier** de la part de grandes entreprises agricoles, ce qui a soulevé la question de savoir

dans quelle mesure il s'agissait d'astroturfing, c'est-à-dire, de financement par des entreprises d'organisations en apparence populaires.

En général, les protestations des agriculteurs et des travailleurs contre les mesures de réduction des émissions révèlent l'existence de tensions et de contradictions, y compris pour la société civile. Les manifestations des gilets jaunes en France, qui ont abouti à l'assemblée citoyenne, ont également été organisées en réaction à une proposition de taxe environnementale sur les combustibles fossiles. Les États peuvent s'attendre à rencontrer des difficultés lorsqu'ils prennent des mesures pour réduire des émissions, dont une partie de la population pense qu'elles auront des effets négatifs sur leur vie quotidienne, en particulier lorsque les gouvernements ne font pas d'efforts pour atténuer ces effets. Pour la société civile, les défis consistent à faire cause commune et à exprimer respectueusement les différences entre les mouvements de protestation aux demandes parfois contradictoires. Elle doit également veiller à ce que les transitions vertes accompagnent les populations et atténuent les conséquences sur leurs moyens de subsistance.

Ailleurs, les manifestations se sont heurtées à des restrictions policières. En Irlande, en février, la police a **refusé** d'apporter son soutien à une marche du mouvement Fridays for Future organisée juste avant les élections irlandaises, dans le but de rappeler aux politiciens et aux électeurs la nécessité d'agir pour le climat. Le motif du refus de la police portait apparemment sur la jeunesse des participants, et la police a prévenu qu'en cas de problème, tout adulte impliqué pourrait faire l'objet de poursuites pénales. Des centaines d'étudiants **ont pris part** à une manifestation plus restreinte qui a tout de même eu lieu, affirmant leur droit à s'exprimer sur leur avenir, même s'ils étaient trop jeunes pour voter. Au Royaume-Uni, bien qu'un certain niveau d'interaction en plein air ait été autorisé fin mai, plusieurs activistes de XR ont été **arrêtés** alors qu'ils organisaient une manifestation silencieuse et respectant la distanciation à Londres. La manifestation appelait à la convocation d'une assemblée de citoyens, à l'instar de la France, afin de se concentrer sur les plans de relance post-pandémie du Royaume-Uni, dans le but de faire évoluer la réponse d'urgence à la pandémie vers une réponse axée sur le climat.

Le mouvement italien XR a dû faire face à de **lourdes amendes**, et à des frais de justice supplémentaires pour se défendre contre les amendes, ce qui l'a contraint à lancer un **appel au financement participatif** en novembre. Parmi les actions ayant donné lieu à des amendes figure une manifestation organisée en septembre dans la ville de Turin, au cours de laquelle huit personnes se sont

enchaînées aux colonnes du palais royal et ont lancé des bombes fumigènes. Bien que la manifestation n'ait causé aucun dommage, la police a par la suite déposé huit plaintes pour avoir déclenché des « combustions et explosions dangereuses » contre les manifestants. En octobre, le mouvement a organisé une semaine d'activités à Rome, au cours de laquelle une centaine de personnes ont bloqué pendant deux jours l'entrée du siège du géant pétrolier Eni. Les manifestants ont ensuite reçu la notification d'amendes pour non-respect des règles de distanciation liées à la pandémie, bien que XR ait affirmé s'être conformé à toutes ces règles. Les amendes auxquelles les activistes de XR ont dû faire face s'élevaient à environ 20 000 euros (environ 24 000 USD).

Cinq activistes de Macédoine du Nord ont été **arrêtés** par la police pour avoir mené ce qui a été décrit comme une « action de guérilla » au siège du ministère de l'Environnement en février, alors qu'ils avaient laissé des **empreintes de mains** à

la peinture rouge sur les fenêtres du bâtiment. Le mouvement national Fridays for Future s'est plaint que la réaction de la police avait été disproportionnée par rapport à cette action inoffensive. Les difficultés rencontrées en matière de protestation par les jeunes Macédoniens du Nord soucieux de l'environnement ont été soulignées le même mois : un lycée a **empêché** un groupe de lycéens de se joindre à une manifestation sur la pollution atmosphérique.

En Finlande, une nouvelle manifestation pacifique organisée par Elokapina (XR Finlande) en octobre a entraîné une **réaction violente** de la part de la police. Sous prétexte de mettre fin à une entrave à la circulation, la police a **aspergé** les manifestants de gaz poivré à plusieurs reprises, et aurait également empêché certains d'entre eux de se rincer le visage à l'eau. La police a également placé en détention des dizaines de manifestants, une réaction totalement disproportionnée étant donné la nature des protestations.



Des activistes de Greenpeace accrochent une bannière sur un pont à Rome, en Italie, pour demander que les personnes et la planète soient prioritaires par rapport au profit, le 10 décembre 2020. Photo par Stefano Montesi/Corbis via Getty Images

SOYEZ MON TÉMOIN : ASYA TULESOVA, KAZAKHSTAN



Imaginez être en prison. Le « crime » ? S'exprimer et défendre ce en quoi vous croyez. CIVICUS partage les histoires de personnes derrière les barreaux et exhorte les gens à demander aux gouvernements de protéger les droits, de faire respecter la justice et de cesser de harceler et d'emprisonner les défenseurs des droits humains à travers le monde. Parmi les défenseurs des droits humains qui ont fait l'objet de la campagne #StandAsMyWitness figure [Asya Tulesova](#), une jeune défenseure des droits environnementaux et civiques du Kazakhstan.

Asya a été arrêtée le 6 juin alors qu'elle participait à une manifestation pacifique et a été maintenue en détention provisoire pendant plus de deux mois. Grâce à la pression internationale, elle a finalement été libérée le 12 août, mais elle a été condamnée à un an et demi de **liberté conditionnelle** avec mise à l'épreuve et à une amende ; elle a annoncé qu'elle ferait appel.

Asya Tulesova raconte son histoire :

Ces dernières années, j'ai travaillé pour une organisation de la société civile, la Fondation Civique du Bon Sens, axée sur le développement communautaire. Nous travaillons sur des projets

environnementaux et éducatifs visant à améliorer la qualité de vie des communautés locales. En 2015, nous avons lancé notre projet de surveillance de la qualité de l'air à Almaty dans le but de donner à la population l'accès à des informations gratuites et actualisées sur la qualité de l'air dans la ville. Le projet a considérablement amélioré la compréhension des gens sur l'importance de la question.

Quand je me suis rendu compte que la qualité de l'air était une question politique, j'ai essayé de me présenter au conseil municipal. Toutefois, ma candidature a été rejetée en raison de légères divergences dans mes déclarations d'impôts. Ce même raisonnement a été utilisé pour exclure des centaines de candidats se présentant comme indépendants dans tout le Kazakhstan. Nous avons intenté un procès contre la commission électorale centrale, mais nous n'avons pas réussi à convaincre le tribunal de rétablir ma candidature, même si nous avons toutes les preuves à l'appui de ma demande. Mon cas est actuellement examiné par le Comité des droits de l'homme des Nations unies.

Nous avons poursuivi notre activisme environnemental en publiant des articles, en effectuant des recherches sur la pollution de l'air, en participant à des événements publics et en organisant des débats publics sur la question. En avril 2019, mon collègue militant Beibarys Tolymbekov et moi-même avons été arrêtés pour avoir tenu une banderole lors du marathon annuel d'Almaty ; nos amis Aidos Nurbolatov, Aigul Nurbolatova et Suinbike Suleimenova ont été condamnés à une amende pour nous avoir filmés en train de tenir la banderole. Le statut d'activiste au Kazakhstan est associé à un certain degré de pression constante de

la part du gouvernement et des autorités chargées de l'application de la loi. De nombreux activistes et défenseurs des droits humains, ainsi que des journalistes, vivent sous une surveillance intense et font l'objet d'une surveillance et d'une intimidation constantes de la part des forces de l'ordre ou d'autres personnes agissant en leur nom.

Lors de la manifestation du 6 juin 2020, j'ai été témoin d'actes de brutalité policière à l'encontre de manifestants pacifiques. Ce n'était pas la première fois ; chaque manifestation pacifique « non autorisée » que nous avons menée jusqu'à présent s'est accompagnée d'un usage excessif de la force par la police. Mais cette fois-ci, j'ai décidé de me tenir devant l'un des fourgons de police remplis de personnes détenues illégalement pour empêcher qu'on ne les emmène. Plusieurs policiers m'ont attaquée, m'ont entraînée loin du fourgon, et quand j'ai essayé de revenir, ils m'ont jetée à terre. Dans cet état d'esprit, j'ai enlevé sa casquette à un policier pour protester contre les actions illégales de la police et la détention de manifestants pacifiques. Il est difficile d'exprimer ce qui me passait par la tête à ce moment-là. J'étais vraiment en état de choc.

Cela a été enregistré sur vidéo et j'ai été accusée d'« insulte publique à un représentant des autorités » en vertu de l'article 378, partie 2 du code pénal et d'« atteinte non grave à un représentant des autorités » en vertu de l'article 380, partie 1.

J'ai été retenue en prison pendant plus de deux mois. Je ne peux pas dire que j'ai l'impression d'avoir été détenue pendant longtemps, mais cela a suffi à accroître mon estime et ma compassion pour les militants et les autres personnes qui ont passé des mois et des années en prison.

À plusieurs reprises au cours de l'année 2020, lorsque les possibilités de participation dans le monde réel étaient limitées, la sphère numérique est devenue une plateforme vitale pour l'action en faveur du climat. Les médias sociaux se sont révélés indispensables. Mais les risques liés à l'utilisation de ces plateformes ont été mis en évidence en Belgique en octobre, lorsque la page Facebook de XR Belgium a été **suspendue** et sans avertissement. Cela s'était produit pour la première fois le mois précédent, lorsque les systèmes automatiques de Facebook avaient identifié un message de soutien à une marche pour les droits des femmes comme un « discours de haine ». Cela n'était que la dernière en date d'une histoire récente de suspension de plusieurs groupes locaux de XR et d'autres groupes environnementaux dans le monde. Compte tenu de la manière dont elle a permis à des groupes d'extrême droite de proliférer sur sa plateforme à son propre avantage, Facebook est susceptible d'être accusée de se situer du mauvais côté de l'histoire.

À Singapour, même une manifestation isolée pour le climat peut engendrer une répression de la part de l'État. Deux jeunes gens qui ont organisé des grèves climatiques individuelles distinctes sous la bannière de Fridays for Future en mars ont fait l'objet d'une **enquête** de police pour avoir manifesté sans permis. C'était la première fois que des actions associées au mouvement de grève des écoles étaient observées à Singapour, mais la manière dont les deux jeunes ont souligné la **forte implication** des compagnies pétrolières dans l'économie singapourienne a semblé embarrasser le gouvernement. Le défenseur des droits humains Jolovan Wham, qui a été à plusieurs reprises pris pour cible par l'État en raison de son activisme (voir le chapitre de ce rapport sur la démocratie en temps de pandémie), a également été **inculpé** pour avoir organisé une manifestation individuelle en solidarité avec les deux jeunes gens. Ironiquement, la réponse musclée à ces petits actes de protestation symboliques, au cours desquels les gens ont simplement posté des photos sur les médias sociaux avec leurs pancartes, a peut-être contribué à diffuser leurs messages et à intensifier leurs impacts.

Toute action significative visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre doit impliquer la Chine, qui est actuellement le plus grand émetteur de gaz à effet de serre au monde. En septembre, elle s'est attirée quelques éloges en annonçant aux Nations unies son **engagement** à atteindre la neutralité carbone d'ici 2060, bien que son dernier plan quinquennal **ne soit pas conforme** à cette ambition. Mais dans un État qui réprime toute action publique non approuvée par le parti au pouvoir, cette annonce ne signifiait en aucune façon une tolérance à un examen visant à lui demander des comptes sur de tels engagements. **Ou Hongyi** a été

décrite comme la première gréviste chinoise pour le climat. En septembre, quelques jours seulement après le discours du président chinois Xi Jinping à l'ONU, elle a été **arrêtée** et interrogée par la police, avec trois autres activistes pour le climat, pour avoir organisé une manifestation silencieuse dans la ville de Shanghai. Elle a également été contrainte d'écrire une « lettre d'autocritique ». Une fois de plus, il doit être clair que l'action en réponse aux revendications liées au climat a peu de chances de se produire dans des contextes où ces revendications ne peuvent être formulées.

Quels que soient ces défis, le mouvement mondial pour le climat, diversifié et dynamique, continuera à se mobiliser. Les gens agissent parce qu'ils le doivent, et parce que le coût de l'inaction est trop élevé. Au fur et à mesure que les conséquences du changement climatique se manifestent, le nombre de ceux qui luttent pour l'humanité ne fera que croître. Alors que les gouvernements s'efforcent de se remettre de la pandémie, le mouvement pour le climat continuera d'exiger que les sociétés et les économies ne reviennent pas à des pratiques néfastes qui détruisent des vies et privent d'avenir, mais contribuent au contraire à construire un avenir viable pour tous. La pression exercée sur les États et les grandes entreprises, visant à les faire passer d'urgence de la parole à des actes faisant une réelle différence, ne fera que s'intensifier.



Même en pleine pandémie, les jeunes du monde entier se sont mobilisés en 2020 pour exiger une action climatique urgente. Photo par Omer Messinger/Getty Images